

UNIVERSITÉ SENGHOR

Université internationale de langue française

Au service du développement africain

Opérateur direct de la Francophonie

MASTER EN DÉVELOPPEMENT

DÉPARTEMENT : SANTE

SPÉCIALITE : POLITIQUES NUTRITIONNELLES

**RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS
FACE AUX CRISES ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELLES :
étude de l'approche du PAM Niger et des projets ViM, FASO
au Burkina Faso**

PRÉSENTÉ ET SOUTENU PAR :

Adama Ange TRAORE

XVème Promotion : 2015-2017

Alexandrie

ÉGYPTE

#UNIVERSITÉ SENGHOR

université internationale de langue française
au service du développement africain

MEMOIRE DE FIN D'ETUDES

RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTES FACE AUX CRISES ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELLES : étude de l'approche du PAM Niger et des projets ViM, FASO au Burkina Faso

Présenté par :

TRAORE Adama Ange

Pour l'obtention du Master en Développement de l'Université Senghor

Département : SANTE

Spécialité : Politiques Nutritionnelles

Soutenu publiquement le 12 /03/ 2017

Devant le jury composé de :

Dr François - Marie LAHAYE

Président

Directeur de département Santé

Université Senghor

Dr Lassaad Hedhili

Examineur

Université de Carthage, Tunisie

M. Dramane COULIBALY

Examineur

Coordinateur CESAO-AI, Burkina Faso

Université Senghor-Opérateur Direct de la Francophonie
1 Place Ahmed Orabi, BP : 21111, 415 El Mancheya, Alexandrie, Egypte
www.senghor-francophonie.org

REMERCIEMENTS

Ce travail a été réalisé à la Coordination Régionale du Centre d'Études et d'Expérimentations Économiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest - Association Internationale (CESAO-AI), en collaboration avec le projet d'Apprentissage pour le Renforcement de la Résilience (SAREL). Sous cette rubrique, nous tenons à leur adresser nos sincères remerciements.

Nos remerciements vont en particulier :

À Monsieur *Dramane COULIBALY*, Ingénieur Agronome, Coordonnateur Régional de CESAO-AI et Directeur de ce mémoire. Merci de m'avoir ouvert les portes de votre institution. En dépit de vos multiples préoccupations, vous avez fait preuve de la plus grande disponibilité durant notre formation, vos conseils, orientations et attention soutenus envers notre travail m'ont permis de forger une grande expérience sur l'articulation entre l'assistance humanitaires et l'approche au développement. Veuillez trouver ici l'expression de notre profonde admiration ;

Au *Dr Hamidou KONE*, Statisticien-démographe, Chercheur à l'ISSP, co-directeur de ce travail. Votre rigueur scientifique et votre esprit critique ont été pour nous un grand atout tout au long de cette expérience fort enrichissante. Merci pour votre disponibilité, vos multiples conseils et votre appui moral. Trouvez ici l'expression de mes sincères reconnaissances ;

Aux membres du jury, *Dr François-Marie LAHAYE*, Directeur du Département Santé de l'Université Senghor et *Dr Lassaad Hedhili*, qui ont bien voulu juger la portée scientifique de ce document et apporter des corrections requises ;

À Monsieur *Stéphane REID*, Chef du projet d'Apprentissage pour le renforcement de la résilience (SAREL), et collaborateurs, pour leur disponibilité et les outils de recherche mis à notre disposition afin de faciliter cette étude ;

Aux responsables des institutions et projets : Monsieur *Boureïma Adamou*, Chef de sous Bureau – Niamey du Programme alimentaire Mondial (PAM), Messieurs *Amidou KABORE* et *T. Jean Théodore LOMPO*, respectivement chef du projet ViM et Directeur Agriculture et Moyens d'existence du projet Victoire sur la Malnutrition (ViM), et, enfin, Monsieur *Vewonyi K. Adjavon*, chef du projet Families Achievieng Sustainable (FASO). Merci pour le temps que vous nous avez accordé en dépit de votre calendrier chargé.

À mes compatriotes et camarades de la quinzième (15e) promotion de l'Université Senghor, en particulier ceux de la spécialité Politiques Nutritionnelles, pour les bons moments passés ensemble.

À tous ceux dont les noms n'ont pu être cités, qu'ils trouvent dans ce mémoire, le couronnement de leurs efforts.

DEDICACES

À feu ma maman, Mme TRAORE/DAO Sétou, vous me manquez énormément. Puisse Allah dans Sa Miséricorde, vous accueillir dans Son Paradis ;

À mon père, Monsieur Mamadou TRAORE, pour son soutien permanent et spirituel pour ma réussite ;

À mon grand frère bien aimé, Sékou Richard, pour son assistance et son soutien incommensurable sans lequel, je n'aurai pas pu tenir pendant ces années d'études; trouvez ici toute ma reconnaissance ;

À ma très chère fiancée, Hakani Sita BAZIN, elle qui a supporté mes multiples absences liées à la préparation de cette spécialisation, je voudrais qu'elle trouve aujourd'hui une raison de se consoler ;

À mes frères et sœurs, Siaka David, Haoua Malikatou, Adjaratou Djguiya et Kadidjatou Tantie Nagnouma, pour la place qu'ils tiennent dans mon cœur ;

À ma grand-mère Atouba, merci pour tout l'accompagnement depuis ma tendre enfance, trouvez ici toute ma considération et admiration ;

À tous les membres de la grande famille TRAORE, cousin(e)s, ami(e)s, beaux-frères ;

Je vous fais de cet écrit une dédicace spéciale.....

RÉSUMÉ

Aujourd'hui, il est évident de dire que l'assistance humanitaire, seule, n'est peut-être plus la solution face à la récurrence des crises qui secouent le Sahel. L'intégration de l'assistance humanitaire et l'approche au développement apparaît donc comme une nécessité pour inverser les tendances actuelles et optimiser les investissements en faveur de la résilience. Les interventions aux seins de projets *Families Achievieng Sustainable Outcomes* (FASO), *Victoire sur la Malnutrition* (ViM), et l'approche résilience adoptée par le PAM Niger s'inscrivent dans ce cadre d'action : renforcer la résilience des communautés du Sahel face aux situations d'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'objectif général de cette étude est de contribuer à une meilleure compréhension de l'articulation entre l'assistance humanitaire et l'approche au développement, développée au sien du PAM Niger et des projets FASO, et ViM au Burkina Faso.

L'analyse des approches au sein des projets montre une convergence dans la compréhension de l'articulation entre l'assistance humanitaire et l'approche au développement. Le fait est matérialisé par la formation de consortiums internationaux (approche multi acteurs) et l'offre d'un paquet d'activités multisectorielles aux populations vulnérables. Le PAM Niger suit le même model avec l'approche « commune de convergence » et la collaboration avec plusieurs acteurs afin de renforcer la résilience des communautés cibles.

La mise à contribution des acteurs locaux, constitués en associations ou groupements a constitué un levier important dans le processus de l'appropriation des interventions.

Les leçons tirées du cumul de ces expériences peuvent être utiles en vue de l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Burkina Faso et au Niger.

Mots clés : *Approche au développement, Assistance humanitaire, Burkina FASO, FASO, Niger, PAM, Résilience, et ViM.*

ABSTRACT

Today, it is obvious to say that the humanitarian assistance, alone, may no longer be the solution in the face of the recurrence of crises in the Sahel. The integration of humanitarian assistance and the approach to development therefore appears as a need to reverse the current trends and optimize investments in favor of resilience. The interventions in the breasts of projects Families Achievieng sustainable outcomes (FASO), Victory on the malnutrition (VIM), and the Resilience approach adopted by WFP Niger fall within this framework of action: strengthening the resiliency of the communities of the Sahel in the face of situations of food insecurity and nutrition.

The general objective of this study is to contribute to a better understanding of the link between humanitarian assistance and the approach to development, developed to hers of WFP Niger and projects Faso, and VIM in Burkina Faso.

The analysis of approaches within projects shows a convergence in the understanding of the link between humanitarian assistance and the approach to development. The fact is materialized by the formation of international consortia (approach multi actors) and the offer of a package of multisectoral activity to vulnerable populations. The WFP Niger follows the same model with the approach "Common of convergence" and the collaboration with several actors in order to strengthen the resilience of the target communities.

The contribution of local actors, consisting in associations or groupings constituted an important lever in the process of appropriation of interventions.

The lessons learned from the cumulation of these experiences can be useful in view of the improvement of the food and nutritional security in Burkina Faso and Niger.

Key words: *Approach to Development, Burkina Faso, FASO, Humanitarian Assistance, Niger, Resilience, VIM, and WFP.*

ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ACDI/VOCA	: Agricultural Cooperative Development International /Volunteers in Overseas Cooperative Assistance	HCi3N	: Haut-Commissariat de l'initiative des Nigérien Nourris les Nigériens
AD	: Approche au Développement	HEA	: Household Economy Approach
AGIR	: Alliance Globale pour la Résilience	HKI	: Hellen Keller International
AH	: Assistance Humanitaire	IPSR	: Intervention Prolongée de Secours et de Redressement
ATAD	: Association ZoodNooma pour le Développement	ISSP	: Institut Supérieure des Sciences de la Population
ATPC	: Assainissement Total piloté par la Communauté	LRRD	: Linking Relief Rehabilitation and Development
AN	: Assemblée Nationale	MECAP	: Mutuelle d'Épargne et de Crédit des Artisans et des Producteurs
APE	: Association des Parents d'Élèves	MCV	: Maladies Cardiaques Vasculaires
APD	: Aide Publique au Développement	ODD	: Objectifs du Développement Durable
APIL	: Action pour la Promotion des Initiatives Locales	OCADES	: Organisation Catholique pour le Développement de la Solidarité
AUE	: Associations des Usagers d'Eau	OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Économiques
AZND	: Association ZoodNooma pour le Développement	ONG	: Organisation Non Gouvernementale
CECI	: Comité d'Épargne et de Crédit Interne	PAM	: Programme Alimentaire Mondial
CESAO - AI	: Centre d'Études et d'Expérimentations Économiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest – Association Internationale	PDCO	: Patate Douces à Chaire Orange
CHH	: Cellule de Coordination Humanitaire	PF	: Planification Familiale
CONASUR	: Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation	PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
DCPGRH	: Dispositif Central de Prévention et de Gestion des Risques, des crises Humanitaires	RISE	: Resilience In the Sahel Enhanced
DNPGCA	: Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises alimentaires	SAP	: Système d'Alerte Précoce
CRS	: Catholic Relief Services	SMART	: Standardized Monitoring and Assessment on Relief and Transitions
CSPS	: Centre de Santé et de la Promotion Sociale	TCBC	: Taux de Couverture en Besoins Céréaliers
DFID	: Department for International Development	UNISDR	: United Nations Office for Disaster Risk Reduction
DGESS	: Direction Générale des études et des Statistiques	UE	: Union Européenne

Sectorielles

ECHO	:	European Community Humanitarian Office	USAID	:	United States Agency International Development
FAO	:	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	URD	:	Urgence – Réhabilitation - Développement
FASO	:	Families Achieving Sustainable Outcomes Les familles réalisent des acquis durables	ViM	:	Victoire sur la Malnutrition
FFW	:	Food for work	WaSH	:	Water Sanitation and Hygiene
FIDA	:	Fonds International de Développement Agricole	WEB	:	World Wide Web

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Lacunes de transition entre humanitaires et développeurs	3
Figure 2: Mise en évidence de la résilience	5
Figure 3: Trois dimensions de la résilience	7
Figure 4: Cadre conceptuel du renforcement de la résilience	9
Figure 5: Chronologie d'une intervention de l'assistance humanitaire en pratique	11
Figure 6: Arbre causal de l'insécurité alimentaire et du risque nutritionnel	16
Figure 7: le taux de couverture des besoins céréaliers par région au Burkina pour la campagne agricole 2014-2015	17
Figure 8: Communes d'intervention du projet FASO	24
Figure 9: Village d'intervention du projet ViM	25
Figure 10: Interface du logiciel CLA	27
Figure 11: Approche de la résilience du PAM Niger	35
Figure 12: Carte de collaboration du projet ViM	37
Figure 13: Carte de collaboration du projet FASO	38
Figure 14: Carte de collaboration du PAM Niger	39
Figure 15: Articulation des approches au sein du projet ViM et FASO	41
Figure 16: Modèle classique de l'articulation entre AH/AD	44

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: L'évolution du taux de couverture des besoins en céréales par rapport à la production définitive	18
Tableau 2: La matrice Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces (FFOM)	45

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Cartographie de la Zone RISE	I
Annexe 2: Liste des personnes ressources rencontrées lors du stage	II
Annexe 3: Guide d'entretien avec les projets sur l'intégration de l'assistance humanitaire et l'approche au développement pour le renforcement de la résilience face aux chocs	III
Annexe 4: Guide d'entretien pour la collecte des données auprès des institutions sur l'intégration de l'assistance humanitaire et l'approche au développement Burkina Faso / juillet 2016	IV

GLOSSAIRE

Tout au long de ce mémoire, les mots clés seront souvent utilisés tel que définis (1) ci-dessous:

Assistance humanitaire : il s'agit d'une aide dont le but est de sauver des vies et d'atténuer les souffrances d'une population touchée par une crise pendant une situation d'urgence. Elle cherche à traiter les besoins physiques, et légaux des personnes concernées. Cela comprend l'approvisionnement en nourriture, en matériel médical et en médicaments, en vêtements, en latrines, en semences, en outils et en infrastructures écoles et routes, ainsi que la fourniture de services, comme la santé, l'éducation, la nutrition, le soutien psychosocial et la protection.

Approche intégrée : il s'agit d'une approche de planification qui conjugue des questions provenant de l'ensemble de secteurs humanitaires et de différentes parties prenantes. Dans le vocabulaire des Nations Unies, on entend par « intégration » le principe selon lequel, quel que soit l'endroit dans lequel les Nations Unies ont une présence impliquant des missions politiques et/ou de maintien de la paix aux côtés d'acteurs humanitaires et du développement, ses différents organismes travaillent ensemble, en étroite collaboration et de manière cohérente.

Choc : c'est un « événement soudain ayant une incidence sur la vulnérabilité d'un système et de ses composantes ». S'agissant des aléas à évolution lente, un événement est considéré comme un choc « lorsqu'il franchit un point de basculement et devient un événement extrême ».

Enseignements tirés : il s'agit d'un exercice consistant à analyser et à tirer des enseignements d'une réponse humanitaire, au niveau d'une organisation ou à un niveau inter organisation. L'objectif est d'apprendre à partir des erreurs commises, de résoudre des problèmes en cours, et d'identifier les bonnes pratiques qui peuvent être reproduites lors d'interventions futures.

Moyens d'existence : dans un contexte humanitaire, les moyens d'existence représentent les activités et les sources de revenus d'un individu ou d'une communauté. Il est également possible de se référer aux moyens d'existence en parlant d'activités génératrices de revenus.

Approche participative : il s'agit d'une approche de la programmation dans laquelle les parties prenantes, notamment les bénéficiaires d'une politique ou d'une intervention, sont étroitement impliquées dans les processus d'identification des problèmes et des priorités, d'analyse, de planification, de suivi et d'évaluation.

Reconstruction : la reconstruction est la troisième de quatre phases, suite à une situation d'urgence humanitaire, de relèvement, de reconstruction et de développement. Elle est constituée d'une série d'activités dont l'objectif est de réussir à transformer, à moyen et long termes, une communauté

touchée par une catastrophe ou une situation d'urgence, en une société en état de fonctionner et capable, à l'avenir, de se développer durablement.

Relèvement: il va au-delà du fait de sauver des vies et concentre ses efforts à restaurer les capacités de reconstruction d'un gouvernement et/ou des communautés après une situation d'urgence ou une crise. L'objectif du relèvement est d'initier des activités durables de développement, en s'appuyant sur des programmes humanitaires antérieurs de manière à ce que les apports de ces derniers contribuent au développement futur.

Renforcement des capacités : un processus à travers lequel des individus, des institutions et/ou des sociétés améliorent leurs atouts, leurs compétences et leurs ressources.

Résilience: il s'agit de la capacité des individus, des organisations communautaires et/ou des pays de résister, de s'adapter et de se relever suite à une catastrophe ou une crise, et de restaurer un niveau de fonctionnement acceptable / opérationnel / minimum ainsi que des structures fonctionnelles.

Sécurité alimentaire et nutritionnelle: assurance quand toutes les personnes ont, à tout temps, et à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture saine, dont la quantité consommée et la qualité sont suffisantes pour satisfaire les besoins énergétiques et les préférences alimentaires des personnes, et dont les bienfaits sont renforcés par un environnement dans lequel l'assainissement, les services de santé et les pratiques de soins sont adéquats, le tout permettant une vie saine et active.

Stress : c'est une « tendance à long terme qui affaiblit le potentiel d'un système donné et accroît la vulnérabilité des acteurs de ce système¹ »

Vulnérabilité² : définie comme les caractéristiques et circonstances d'un système, d'une communauté ou d'un bien qui le (la) rendent susceptible aux effets nuisibles du choc.

¹ DFID, 2011 – Defining Disaster Resilience: a DFID approach paper

² UNISDR, 2013

Table des matières

REMERCIEMENTS	i
DEDICACES	ii
RÉSUMÉ	iii
ABSTRACT	iv
ACRONYMES ET ABREVIATIONS.....	v
LISTE DES FIGURES	vii
LISTE DES TABLEAUX	vii
LISTE DES ANNEXES.....	vii
GLOSSAIRE	viii
INTRODUCTION	1
REVUE BIBLIOGRAPHIQUE	
CHAPITRE I : CADRE CONCEPTUEL : RESILIENCE, ASSISTANCE HUMANITAIRE ET L'APPROCHE AU DEVELOPPEMENT	4
I. Approche du concept de la résilience	4
1.1. Le concept de la résilience	4
1.3. Les dimensions de la résilience	6
1.5. Cadre conceptuel du renforcement de la résilience.....	9
II. Assistance humanitaire.....	9
2.1. Le concept et les principes de l'assistance humanitaire	9
2.2. Les origines de l'humanitaire	10
2.3. La chronologie d'une intervention de l'assistance humanitaire en pratique (3)	10
2.4. Limites objectives de l'assistance humanitaire	11
2.5. Aide alimentaire et marché local.....	12
2.6. L'assistance humanitaire et les phénomènes de dépendance	12
III. Approche au développement.....	12
3.1. Définition du concept de développement.....	12
3.2. Les approches de développement local	12
CHAPITRE II : LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE ET LA NECESSITE DE MISE EN COHERENCE DES INTERVENTIONS D'URGENCES ET DE DEVELOPPEMENT	15
I. Aperçu sur les aspects de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	15

1.1.	Concept de la Sécurité alimentaire et nutritionnelle.....	15
1.2.	Principales causes des crises alimentaires dans la région de Sahel.....	15
1.3.	Arbre causal de l'insécurité alimentaire et risque nutritionnel.....	15
1.4.	Bref aperçu sur l'insécurité alimentaire au Burkina Faso.....	17
II.	Raisons de la nécessité d'un changement d'approche.....	18
2.1.	Coût élevé de la gestion des crises et les disparités dans sa répartition.....	18
2.2.	Récurrence et complexité des crises.....	19
III.	Obstacles majeurs à la volonté d'intégrer l'assistance humanitaire et l'aide au développement.....	19
3.1.	Clivage prononcé entre les interventions d'urgence et de développement.....	19
3.2.	Rigidité des mécanismes de financement.....	19
3.3.	Insuffisance du leadership de l'État.....	20

METHODOLOGIE

I.	Structuration de l'objet de recherche.....	22
1.1.	Type d'étude et question de recherche.....	22
1.2.	Hypothèses de recherche.....	22
II.	Réalisation de la recherche.....	22
2.1.	Sources documentaires.....	22
2.2.	Les outils de recherche et la collecte des données.....	22
2.3.	Cibles.....	23
III.	Analyse des données.....	26
3.1.	Présentation du logiciel CLA.....	26
3.2.	Etapas de la création d'une carte de collaboration sur CLA.....	28
IV.	Limite de l'étude.....	29

RESULTATS ET DISCUSSION

CHAPITRE I : EXPERIENCES CONCRETES D'INTEGRATION DE L'ASSISTANCE HUMANITAIRE ET DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT..... 30

I.	Projet Victoire sur la Malnutrition.....	30
II.	Projet Families Achieving Sustainable Outcomes (FASO).....	31
III.	Approche de la résilience du Programme Alimentaire Mondial (PAM) Niger.....	33
IV.	Analyses et discussion.....	36

4.1.	Convergence dans l'approche du renforcement de la résilience entre les acteurs humanitaires et développeurs : une approche multi acteurs et multisectorielle	36
4.2.	Convergence dans le choix des populations cible au sein des projets	42
4.3.	Convergence dans la planification et coordination des interventions	43
4.4.	Convergence dans le système de suivi et évaluation	43
4.5.	Modélisation de l'intégration des approches au sein des projets.....	43
4.6.	Matrice Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces (FFOM)	45
CHAPITRE II : LES LEÇONS APPRISES, DEFIS ET RECOMMANDATIONS		46
I.	Les principales leçons apprises de ces expériences	46
1.1.	La conceptualisation de la résilience	46
1.2.	Collaboration et coordination des activités au sein des consortiums.....	46
1.3.	Mise à contribution des acteurs locaux.....	46
1.4.	Flexibilité des mécanismes de finance communautaires	46
II.	Les défis résultant du processus d'intégration AH/AD et recommandations.....	47
2.1.	L'atténuation des procédures administratives.....	47
2.2.	La fidélisation du personnel de projet	47
2.3.	Du statut de la femme et les soins globaux	47
2.4.	De la transition nutritionnelle	47
2.5.	Le leadership de l'État	47
Références		49
ANNEXES		I

INTRODUCTION

Le rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde en 2015 indique que la grande majorité de personnes souffrant de sous-alimentation vivent dans les pays en développement, avec une prévalence de 9,6% à 23,2% respectivement pour l'Afrique de Ouest et l'Afrique subsaharienne (2). Entre 2014 à 2016 plus de 795 millions de personnes (une sur neuf) ont souffert de sous-alimentation chronique à travers le monde (2).

L'Afrique de l'Ouest, particulièrement le Sahel, connaît, depuis de nombreuses années, une insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique aggravée par des crises alimentaires. La fréquence des crises, en augmentation depuis les années 2000, a entraîné la détérioration progressive des moyens d'existence des populations (sécheresses, aléas climatiques et hausse des prix des denrées alimentaires de 2008 au Burkina). Cette récurrence augmente d'une manière significative le niveau de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations³.

Au Burkina Faso, la situation humanitaire (4) en 2015 se caractérisait par un nombre élevé de personnes en besoin d'appui nutritionnel (742 000), dont 510 000 enfants et 232 000 femmes enceintes et allaitantes. Parmi les enfants, 152 000 souffraient de malnutrition aiguë sévère. Sur le plan de la sécurité alimentaire, 660 000 personnes, dont 32 000 réfugiés, ont besoin d'un appui alimentaire (4). Environ 174 000 personnes sont en insécurité alimentaire sévère et ont besoin d'assistance humanitaire urgente. Parmi ceux-ci, 151 000 se trouvent dans les régions du Sahel, de l'Est, du Centre-Nord et du Plateau Central⁴.

Les populations vivant déjà dans l'insécurité alimentaire et nutritionnelle disposent de peu d'alternatives pour faire face et s'adapter aux chocs et stress climatiques. Elles ont recours à des stratégies d'adaptation (la diminution de l'apport alimentaire; la consommation d'eau de mauvaise qualité; la réduction du temps consacré aux soins de l'enfant; la vente d'actifs productifs⁵ ... etc.). Cela aggrave davantage leur insécurité alimentaire et nutritionnelle, et affaiblit leur résilience (5). La faiblesse de la résilience provoque donc une spirale descendante des moyens de subsistances des ménages et les gains du développement national qui ont mis des années à se mettre en place et sont compromis, voire alors parfois anéantis (6).

³ MAMOUDOU H., 2016. *Note conceptuelle sur l'intégration de l'assistance humanitaire et l'aide au développement. Document interne SAREL Niger.*

⁴ OCHA., *Aperçu des besoins humanitaires au Burkina Faso en 2016.* 2016. p.24

⁵ Actifs productifs : les moyens de subsistances utilisés pour la production (charrues, bétail, terres agricoles ... etc.)

Ainsi, la pauvreté, la vulnérabilité, les chocs et les catastrophes sont étroitement liés et ne peuvent être considérés séparément (7).

Confrontés à une récurrence des crises alimentaires et nutritionnelles devenues en même temps de plus en plus complexes et intenses, les gouvernements des pays sahéliens et leurs partenaires sont à la recherche de nouvelles voies pour y faire face. L'intégration de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement apparaît comme une opportunité pour inverser les tendances actuelles et optimiser les investissements en faveur de la résilience qui est l'interface entre l'urgence et le développement (3).

C'est en prélude de cette dynamique que nous avons mené cette étude au sein du Centre Économique et d'Expérimentation Social en Afrique de Ouest- Association Internationale, en collaboration avec le projet d'Apprentissage pour le renforcement de la Résilience (SAREL).

La vision générale qui guide le choix de ce travail est de comprendre d'une part, le processus de renforcement de la résilience des communautés bénéficiaires des projets (*Families Achieving Sustainable Outcomes* et *Victoire sur la Malnutrition* ou Les familles réalisent des acquis durables) et d'autre part de comprendre l'approche du Programme Alimentaire Mondial (PAM) au Niger.

Il s'agira, pour nous, plus spécifiquement de :

- dégager les implications dans l'intégration de l'Assistance Humanitaire et l'Approche au Développement (AH/AD) à travers les discussions avec les acteurs clés ;
- identifier et analyser les expériences sur l'articulation humanitaire/développement au sein du PAM Niger et des projets FASO et ViM ;
- formuler des voies de recommandations pour un meilleur renforcement de la résilience au sein des communautés bénéficiaires.

La première partie du présent mémoire est consacrée à la synthèse des connaissances sur la résilience et à l'état des lieux de la mise en œuvre de l'articulation entre l'assistance humanitaire et l'approche au développement. La deuxième partie décrit la méthodologie du travail adoptée. Et, enfin, la troisième partie présente l'analyse comparative des données recueillies et les leçons tirées de cette intégration.

CONTEXTE

Le Sahel est une des régions les plus pauvres du monde, confronté à la fois aux problèmes d'extrême pauvreté, aux effets du changement climatique et aux crises alimentaires chroniques des dernières décennies. Dans un tel contexte, malgré les programmes d'assistance humanitaire et d'aide au développement, la vulnérabilité des populations est devenue chronique au fil des ans à cause de leur mode habituel d'intervention cloisonné.

Pendant longtemps, les acteurs de l'humanitaire et ceux du développement ont surtout mis en avant les spécificités et les dimensions que recouvre chacun leurs domaines, au détriment des éléments qu'ils ont en commun et du souci de la recherche d'harmonie (3).

Cet état de fait est matérialisé par la figure 1 ci-dessous traduisant les lacunes de la transition humanitaire entre les deux acteurs.

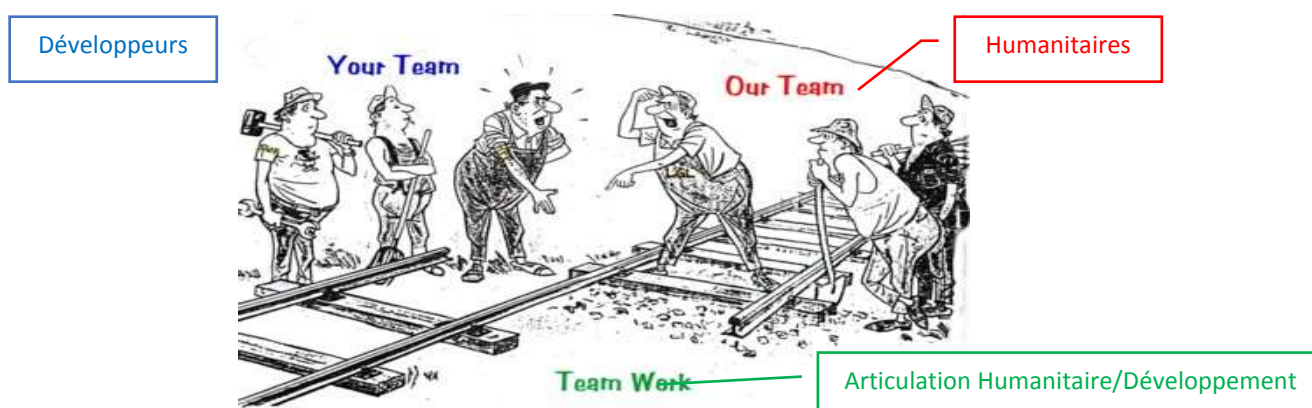


Figure 1: Lacunes de transition entre humanitaires et développeurs

Source : Lien entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement.

Pour inverser cette tendance, plusieurs acteurs travaillent sur la problématique du renforcement de la résilience des communautés vulnérables. Le PAM Niger, fait partie des pionniers qui mettent en œuvre des programmes de renforcement de la résilience depuis la crise alimentaire de 2005 au Niger. Outre, des projets de renforcement de la résilience des communautés (impliquant les acteurs humanitaires et de développeurs) ont vu le jour au Burkina Faso à savoir : les projets Victoire sur la Malnutrition et Families Achieving Sustainable Outcomes.

Notre travail consiste à mieux comprendre d'une part le processus de la mise en pratique des approches de renforcement de la résilience développées au sein des communautés via les projets ci-dessus cités et d'autre part de décrire l'approche résilience adopté au sein du PAM Niger.

PARTIE I:

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

Le premier chapitre de cette partie est consacré à la définition du concept de la résilience, son paradigme, ses dimensions avant de décrire les interventions à mener pour le renforcement de la résilience. Par la suite, nous ferons une revue sur l'assistance humanitaire et les approches au développement. Le deuxième chapitre abordera les aspects de sécurité alimentaire et nutritionnelle, avec un focus sur le cas du Burkina Faso. Au regard du caractère chronique des chocs, nous évoquerons les raisons nécessitant le changement de l'approche, entre l'assistance humanitaire et l'approche au développement. Nous terminerons cette partie en faisant un bref aperçu sur les obstacles majeurs à la volonté d'intégrer l'assistance humanitaire et l'approche au développement.

CHAPITRE I : CADRE CONCEPTUEL : RESILIENCE, ASSISTANCE HUMANITAIRE ET L'APPROCHE AU DEVELOPPEMENT

I. Approche du concept de la résilience

1.1. Le concept de la résilience

La résilience est, à l'origine, un terme utilisé en physique, et particulièrement en métallurgie, pour caractériser la capacité d'un matériau soumis à un impact, un choc ou une pression à retrouver son état initial (capacité de résistance aux chocs) (5).

À partir des années 1940, le terme résilience commence à être utilisé dans le domaine de la psychologie pour désigner le processus qui consiste, pour un individu affecté par un traumatisme, à prendre acte de l'évènement traumatique pour ne plus vivre dans la dépression et se reconstruire (8).

Quel que soit le domaine, le terme résilience traduit toujours la même idée : un retour « à la normale » et le développement d'une « capacité d'adaptation » après un choc ou une rupture/fêlure.

Plusieurs organismes ont tenté une définition de la résilience :

- Pour la **DFID**, elle est «la capacité des pays, des communautés et des ménages à s'adapter au changement, en conservant ou en transformant leur niveau de vie (living standards) face à des chocs ou des stress – comme un tremblement de terre, une sécheresse ou un conflit – sans compromettre leurs perspectives à long terme »⁶.
- Pour la **FAO** (6), la résilience est la capacité à prévenir les catastrophes naturelles et les crises, mais aussi à anticiper, absorber, s'accommoder ou se remettre en temps voulu et de manière efficace et durable des crises ayant eu un impact sur la nutrition, l'agriculture, la sécurité alimentaire et les risques spécifiques à la santé. Cela inclut la protection, la restauration et l'amélioration des systèmes pour faire face aux menaces ayant un impact sur l'agriculture, la nutrition, la sécurité alimentaire et autres problèmes de santé publique.
- L'Alliance Globale pour la Résilience (**AGIR**) (9) au Sahel et en Afrique de l'Ouest, quant à elle, définit la résilience comme étant « la capacité des ménages, familles, communautés et des systèmes vulnérables à faire face à l'incertitude et au risque de choc, à résister au choc, à répondre efficacement, à récupérer et à s'adapter de manière durable ».

⁶ DFID, 2011 - Defining Disaster Resilience: A DFID Approach Paper

- En cohérence avec l'Initiative AGIR - Sahel, le **PAM Niger** définit la résilience comme la « capacité des systèmes, des communautés, des familles, des ménages et des individus vulnérables à faire face à l'incertitude et aux risques de chocs, à résister et répondre aux chocs, et à s'adapter et se remettre de manière durable ». Ainsi, l'attention est portée sur un ensemble de capacités et de moyens nécessaires avant, pendant, et après l'apparition de chocs, de perturbations et de facteurs de stress devant permettre d'absorber les chocs ou effets d'érosion, de s'adapter au changement et de transformer l'éventail des choix disponibles⁷.
- Pour l'**USAID**, la résilience est « la capacité d'une personne physique, d'un ménage, d'une communauté et d'un pays à s'adapter et à récupérer à la suite de crises et de chocs et à atténuer les impacts de ces derniers de manière à réduire la vulnérabilité chronique et à faciliter la croissance inclusive »⁸

1.2. Le paradigme de la résilience

La représentation de la résilience peut être matérialisée suivant la figure 2 ci-dessous.

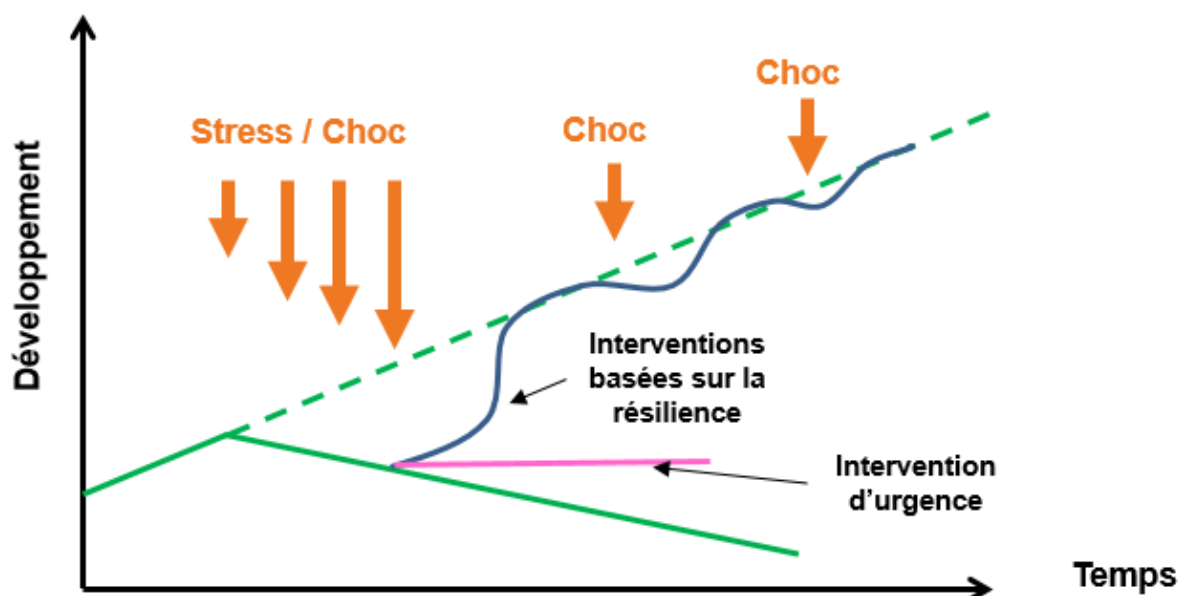


Figure 2: Mise en évidence de la résilience

⁷ Extrait de la Stratégie de résilience du PAM au Niger 2014-2016 : Créer le lien entre l'humanitaire et le développement

⁸ THE RESILIENCE AGENDA: Measuring Resilience in USAID
https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/Technical%20Note_Measuring%20Resilience%20in%20USAID_June%202013.pdf

Source : Gubbels (2012), modifié d'après Conway *et al.*, 2010

La notion de résilience a deux dimensions: la force intrinsèque d'une entité, à savoir une personne physique, un ménage, une communauté ou une structure plus importante, à mieux résister aux crises et aux chocs, et la capacité de cette entité à rebondir rapidement après l'impact.

Pour renforcer la résilience (et réduire la vulnérabilité), il convient donc soit d'accroître la force de l'entité, soit de réduire l'intensité de l'impact, ou les deux. Il est nécessaire d'adopter une stratégie multiforme et une perspective systémique élargie visant tant à réduire les multiples risques de crise qu'à améliorer, dans le même temps, les mécanismes de réaction et d'adaptation rapides aux niveaux local, national et régional. Le renforcement de la résilience se situe à la charnière de l'aide humanitaire et de l'aide au développement.

Le renforcement de la résilience nécessite une approche à long terme, fondée sur l'atténuation des causes sous-jacentes propices aux crises et l'amélioration des capacités afin de mieux gérer les incertitudes et les changements à venir.

1.3. Les dimensions de la résilience

Selon Béné et collaborateurs (10), la résilience a trois dimensions : (i) la capacité d'absorption, (ii) la capacité d'adaptation et (iii) la capacité de transformation

1.3.1. la capacité d'absorption

Ce sont les stratégies par lesquelles les ménages, communautés et systèmes se prémunissent eux-mêmes des chocs et en atténuent l'impact sur leur mode de vie.

1.3.2. la capacité d'adaptation

C'est l'ajustement progressif des modes de vie et des systèmes aux effets du stress ou du choc pour y être moins vulnérable dans le futur.

1.3.3. la capacité de transformation

C'est la capacité ou possibilité de créer un système nouveau, de changer son mode de vie lorsque les conditions l'exigent pour s'adapter durablement à un nouvel environnement ou à un environnement changeant.

Les trois dimensions de la résilience sont mises en exergue dans la figure 3 ci-après.

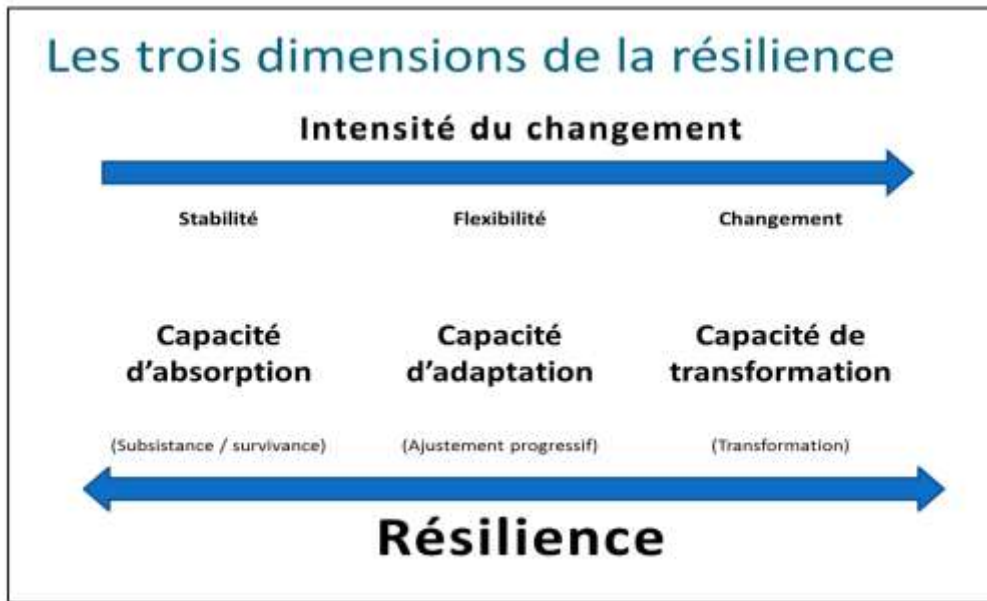


Figure 3: Trois dimensions de la résilience

Source : Guide pratique pour concevoir et évaluer le renforcement de la résilience dans les politiques et les programmes de nutrition

Le renforcement de la résilience nécessite un équilibre entre la stabilité et le changement.

Ces trois dimensions doivent être comprises comme des perspectives différentes d'une même réalité complexe : le renforcement de la résilience nécessite le renforcement de ces trois dimensions en synergie et en complémentarité (11).

1.4. Les interventions pour le renforcement de la résilience

Devereux et Sabates-Wheeler (12) (8) proposent de catégoriser les mesures de protection sociale en mesures de protection, de prévention, de promotion et de transformation.

1.4.1. Les mesures de protection

Elles sont des mesures ou interventions liées aux actions de secours fournissant une aide immédiate dans les situations d'urgence. Il s'agit généralement des interventions à court terme telles que la distribution de nourriture ou de suppléments nutritionnels, la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère et/ou modérée ou transferts monétaires, visant à soutenir les stratégies de survie des populations juste après une catastrophe ou pendant le « stress ».

1.4.2. Les mesures de prévention

Ce sont des mesures ou interventions qui cherchent à réduire directement la vulnérabilité des individus ou des groupes aux chocs et à des risques spécifiques.

Ces mesures s'attaquent aux causes sous-jacentes de la vulnérabilité et peuvent éviter aux groupes vulnérables de souffrir ou de voir leur état se dégrader pendant les crises.

Il s'agit généralement des interventions telles que la distribution des suppléments nutritionnels aux enfants de 6 à 23 mois, l'amélioration des aliments de complément, l'amélioration de l'eau de boisson et de l'assainissement, la vaccination, etc.

1.4.3. Les mesures de promotion

Ce sont des mesures ou interventions qui renforcent les capacités et augmentent les effets positifs. Les mesures de promotion permettent à la fois de faire face aux chocs mais de développer en plus des stratégies et des capacités additionnelles de survie.

Ce sont, par exemple, les interventions qui permettent de diversifier les moyens d'existence, et améliorer l'accès à une alimentation et des services de base adéquats (santé et éducation). A cela s'ajoute le développer des activités génératrices de revenus ou de reconstituer leurs moyens d'existence. Les activités de communication pour le changement de comportements sont également des mesures de promotion.

1.4.4. Les mesures transformatives

Ces mesures peuvent comprendre la lutte contre la discrimination et le renforcement du pouvoir de décision des femmes, par exemple, à adresser les normes sociales (communication pour le changement social), ainsi que des interventions qui visent à accroître la sensibilisation de l'impact de la malnutrition sur le développement (plaidoyer). Les systèmes de protection sociale qui visent à résoudre les problèmes d'équité et d'exclusion sociale sont aussi des interventions transformatives. Les interventions transformatives doivent prendre en compte la notion du genre pour réduire la discrimination surtout envers les femmes.

1.5. Cadre conceptuel du renforcement de la résilience

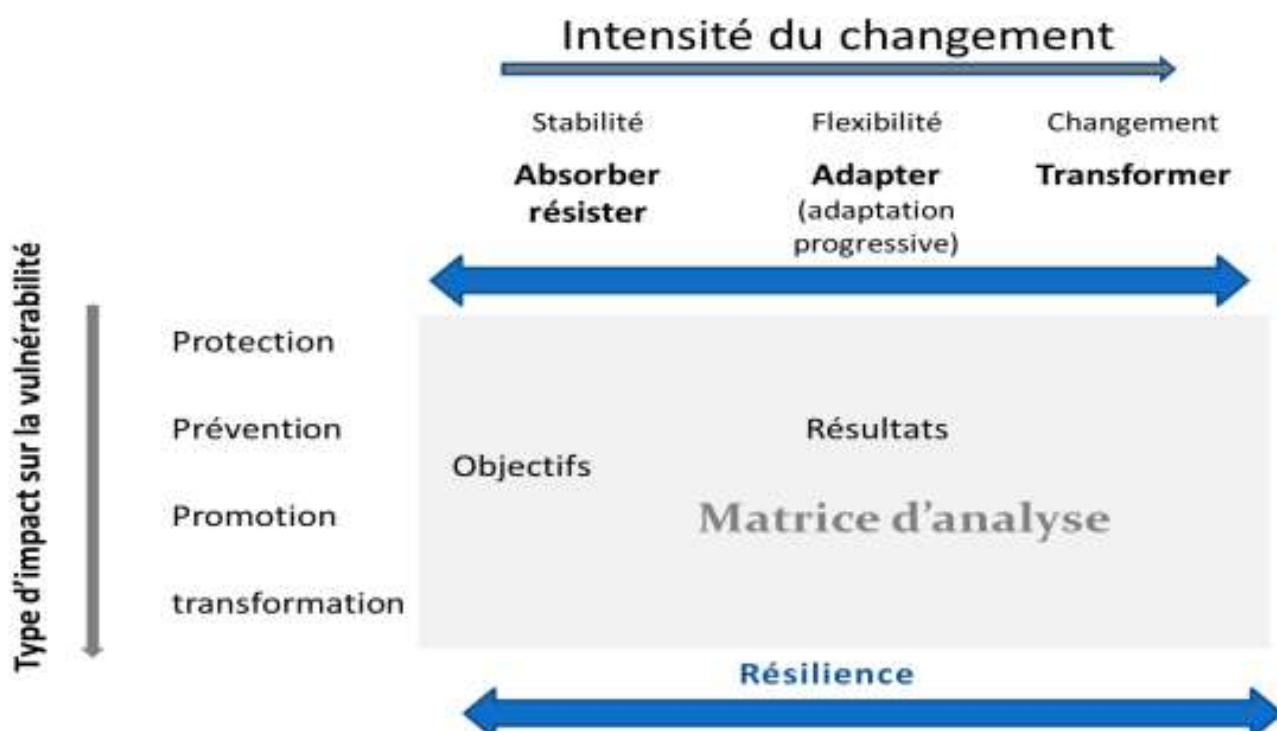


Figure 4: Cadre conceptuel du renforcement de la résilience

Source : Guide pratique pour concevoir et évaluer le renforcement de la résilience dans les politiques et les programmes de nutrition

En classant l'objectif du programme ou de l'intervention sur l'axe vertical et les résultats attendus de cette intervention sur le renforcement de la résilience sur l'axe horizontal, cette matrice peut être utilisée pour déterminer si les programmes ou interventions spécifiques contribuent à renforcer la résilience des bénéficiaires et des systèmes (à différents niveaux) et sur quelle dimension de la résilience elles impactent (absorption, adaptation ou transformation).

II. Assistance humanitaire

2.1. Le concept et les principes de l'assistance humanitaire

L'assistance humanitaire se concrétise par l'aide d'urgence, qui permet de satisfaire les besoins élémentaires des populations touchées par une crise, ainsi que l'aide de reconstruction, qui permet aux populations de reconstruire leur économie (13).

Selon le Comité international de la Croix-Rouge, les actions humanitaires reposent sur quatre principes essentiels : l'universalité (s'adressent à toutes les victimes dans le monde), l'impartialité (quelle que soit

leur appartenance), l'indépendance (pas soumises à des directives extérieures) et la neutralité (sans considération politique) (14).

2.2. Les origines de l'humanitaire

Selon Pierre de S.⁹ « *Si l'adjectif humanitaire n'apparaît pour la première fois dans la langue française que vers 1830 et figure dans le Littré de 1874 comme un néologisme, l'esprit d'humanité n'a pas attendu le XIX^e siècle pour se manifester sur la scène internationale : Le mouvement de la Paix de Dieu, destiné à alléger les souffrances des populations, l'œuvre des religieux de la Merci, des Trinitaires ou des Chevaliers de Malte en faveur des chrétiens captifs en terre d'islam, l'action d'un Bartholomé de Las Casas pour la défense des Indiens victimes de la Conquête préfigurent bien les aventures humanitaires de notre temps. Mais il faut attendre le milieu du XIX^e siècle pour qu'émerge un mouvement humanitaire moderne, autonome par rapport aux institutions politiques et religieuses et puisant dans ses propres principes, sa raison d'être et les règles de son action* » (15).

2.3. La chronologie d'une intervention de l'assistance humanitaire en pratique (3)

Une intervention d'assistance humanitaire repose sur trois grandes phases à savoir : la phase d'aide d'urgence, la phase de réhabilitation et enfin la phase de développement.

a. Phase d'aide d'urgence

Immédiatement, quand une crise ou une catastrophe survient, les activités de secours/humanitaires visent à couvrir aussi rapidement que possible les besoins élémentaires des personnes atteintes afin d'assurer leur survie (accès à de l'eau potable, de la nourriture, des médicaments et des soins, des tentes ou des baraquements, des vêtements, des couvertures, des installations sanitaires de base).

b. Phase de réhabilitation

Elle est comme une transition entre la crise et la normalité et a pour but de créer/soutenir des conditions appropriées pour la fourniture permanente de services de base, le rétablissement de structures sociales, la reconstitution des biens détruits (production, bétail, infrastructure, etc.). Il s'agit de relancer l'économie et la progression sociale en mettant en œuvre une réponse à la catastrophe qui permet d'assurer un retour meilleur, plus sûr et rapide à la situation initiale. Cette phase peut être l'occasion de commencer à adresser les causes profondes de la vulnérabilité pour réduire l'impact du choc futur.

⁹ Pierre de Senarclens, *L'humanitaire en catastrophe*, Paris, Presses de Sciences Politiques, « La Bibliothèque du citoyen », 1999, p. 148.

c. Phase de développement

Elle vise une amélioration durable des conditions de vie des populations. Des projets et programmes de développement sur le moyen et long termes seront mis en œuvre pour accompagner les institutions publiques dans la mise en œuvre des politiques sectorielles du pays avec pour objectif de réduire la pauvreté et les inégalités ou de créer la croissance. Ils contribueront par exemple à l'accroissement des productions agricoles, l'augmentation et la diversification des sources de revenu, l'accès aux services sociaux de base, l'amélioration de la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, etc. La figure 5 ci-dessous montre la chronologie d'une intervention de l'assistance humanitaire en pratique.

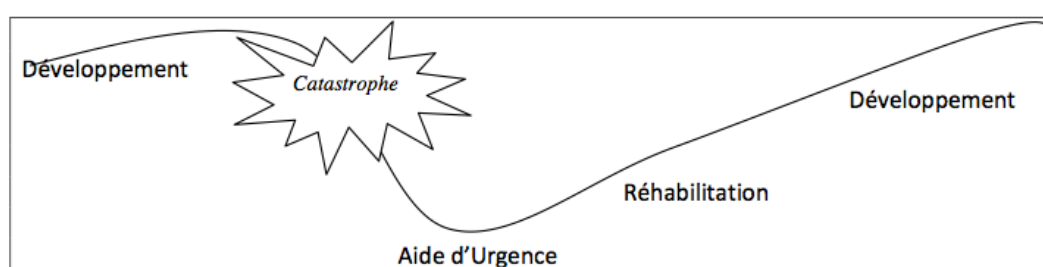


Figure 5: Chronologie d'une intervention de l'assistance humanitaire en pratique

Source : l'approche de l'UE sur la résilience: tirer les leçons des crises de sécurité alimentaire

2.4.Limites objectives de l'assistance humanitaire

L'aide d'urgence se caractérise par sa logique de secours : son objet est de traiter les symptômes des crises et non les causes. Les urgences étant très régulières, la question est juste que sans un processus concerté sur des moyens et longs termes, l'assistance humanitaire ne serait qu'une solution temporaire aux multiples problèmes dans le Sahel : c'est ce que souligne avec justesse l'économiste britannique du développement Mary B. Anderson : « *L'aide d'urgence néglige habituellement les causes qui l'ont rendue nécessaire. Les agents de secours s'efforcent souvent de "rétablir la normalité". Or, ce sont précisément ces conditions de "normalité" qui ont provoqué la situation d'urgence* » (16).

L'assistance humanitaire, dans sa forme actuelle, ne prend pas en compte les différentes formes de vulnérabilité notamment la vulnérabilité chronique¹⁰ et la vulnérabilité cyclique¹¹. Pire, dans certaines

¹⁰ Vulnérabilité chronique = production insuffisante et pauvreté = transferts pour augmenter de la production et le pouvoir d'achat.

¹¹ Vulnérabilité cyclique/saisonnalité = affecte les agriculteurs et les agro-pasteurs qui dépendent chaque année de la saison des pluies pour leur nourriture et leurs revenus = transferts pendant la soudure.

circonstances, les réponses humanitaires ont contribué à développer la culture d'assistanat et de dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure en particulier, et détruisent les initiatives d'autopromotion (3).

2.5. Aide alimentaire et marché local

L'aide humanitaire peut créer des effets pervers qui peuvent entraîner des distorsions ou des effets non voulus sur certains aspects : dans le cas par exemple d'une aide alimentaire, une arrivée massive de denrées gratuites peut entrer en compétition avec le marché local et empêchant les paysans et marchands locaux de vendre les leurs (17). L'enjeu est de faire de l'aide alimentaire en préservant les fondements de l'économie locale.

2.6. L'assistance humanitaire et les phénomènes de dépendance

Si les programmes/projets humanitaires disposent de réels avantages à court terme pour la survie des populations vulnérables en cas de choc, force est de constater qu'ils ont été impuissants face à l'apparition voire la perpétuation des phénomènes de dépendance ainsi que le développement de la culture d'assistanat au détriment des initiatives d'autopromotion, constituant ainsi l'un des enjeux majeurs autour du lien *Urgence-développement*. Il résulte qu'après le départ des urgentistes étrangers, les acteurs locaux, publics ou non, ne disposent pas toujours des capacités suffisantes pour prendre le relais de programmes coûteux (17).

III. Approche au développement

3.1. Définition du concept de développement

Selon Houée P¹², le développement local est une démarche globale de mise en mouvement et en synergie des acteurs locaux pour la mise en valeur des ressources humaines et matérielles d'un territoire donné, en relation négociée avec les centres de décision des ensembles économiques, sociaux et politiques dans lesquels ils s'intègrent (18).

3.2. Les approches de développement local

Selon les archives de documents de la FAO¹³ sur le contexte et les conditions du développement participatif, l'approche de développement local peut être déclinée en cinq (5) points :

¹² Houée P., *Les politiques de développement rural, des années de croissance au temps d'incertitude*. 1990. p. 52. Vol. 197.

¹³ FAO., *Le contexte et les conditions du développement participative, produit par le département économique et social*.

3.2.1. La reconnaissance des acteurs locaux

Le rôle qu'ils jouent dans la définition et la mise en œuvre de programmes de développement est la première caractéristique des approches de développement local. Après de multiples détours, et parce qu'il ne reste parfois pas d'autres voies à explorer, certains États et certains grands bailleurs de fonds semblent décidés à miser sur les acteurs locaux et en particulier sur les producteurs, notamment :

- là où l'agriculture paysanne est appelée à rester dominante car ce sont les producteurs qui, en dernière instance, prennent ou non la décision de changer ou de maintenir leurs pratiques et comportements économiques ;
- partout où des équilibres écologiques sont en danger, du fait d'une utilisation des ressources naturelles qui ne permet pas leur régénération et où de nouveaux équilibres ne peuvent être recherchés qu'en collaboration avec la population locale (19).

3.2.2. La revalorisation de l'échelon local

Dans ces approches, l'échelon local cesse d'être considéré comme le point d'application d'orientation de développement décidé par des intervenants extérieurs à partir d'analyses externes et des seules exigences macro-économiques. Il devient le lieu où les acteurs locaux reprennent l'initiative pour définir les orientations de leur développement économique, social et culturel et pour les mettre en œuvre.

3.2.3. Le transfert du pouvoir de décision

Cette approche cherche à mettre les populations en situation de responsabilité vis-à-vis du capital écologique dont elles disposent et dont les types de mise en valeur peuvent, selon les cas, favoriser ou compromettre le renouvellement.

La responsabilisation des acteurs locaux dans la gestion des ressources naturelles et de leurs terroirs ne garantit pas automatiquement leur prise de décisions en vue de la préservation voire de l'accroissement de ces ressources et terroirs. De nombreux facteurs peuvent, surtout au départ, freiner la prise de mesures dans ce sens : divergences d'intérêt, primauté des objectifs à court terme, sous-estimation (volontaire ou non) des conséquences de certains choix de production, etc.

Cependant, la responsabilisation effective et durable des acteurs locaux dans la définition et la mise en œuvre d'actions de développement accroît les chances d'une réflexion endogène sur les modes de mise en valeur du milieu même si celle-ci est souvent, et spontanément, différée. Il appartient alors à ceux qui appuient la démarche des acteurs locaux de mettre en perspective les programmes à court terme avec premièrement l'état des ressources naturelles et deuxièmement leurs perspectives d'évolution à moyen et long termes (19).

3.2.4. L'intégration de différentes échelles de temps

L'urgence de problèmes immédiats pousse la population rurale à privilégier souvent des stratégies de court terme même si elle est fréquemment consciente de leurs conséquences à moyen et long termes. Il n'y a de développement local que si les approches mises en œuvre prennent en compte le court, moyen et long terme. Cela suppose que le point de départ de l'intervention soit la situation vécue par les acteurs locaux et l'analyse des causes internes et externes qui en sont à l'origine.

C'est à partir de ce diagnostic initial et concerté que sont identifiées des actions immédiates et à court terme, susceptibles de résoudre des problèmes "urgents", donnant ainsi de la crédibilité à la démarche entreprise (19).

3.2.5. Les approches multisectorielles et interconnectées

Elles sont inséparables du développement local, plus ou moins rapidement. De fait, les ruraux vivent leur réalité sans la sectoriser. Ainsi, à titre d'exemple, on peut dire que les déficiences du système de santé pèsent lourdement sur les résultats de la production, ou bien que la déforestation est inéluctable tant que des solutions n'ont pas été trouvées pour le bois de feu, l'alimentation du bétail. De même, il est admis que de multiples activités extra-agricoles tentent de limiter les risques que les aléas de l'agriculture font peser sur la sécurité alimentaire et les revenus monétaires (19).

CHAPITRE II : LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE ET LA NECESSITE DE MISE EN COHERENCE DES INTERVENTIONS D'URGENCES ET DE DEVELOPPEMENT

I. Aperçu sur les aspects de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

1.1. Concept de la Sécurité alimentaire et nutritionnelle

La Sécurité alimentaire et nutritionnelle existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture saine dont la quantité consommée et la qualité sont satisfaites pour satisfaire les besoins nutritionnels et les préférences alimentaires des personnes (20), et dont les bienfaits sont renforcés par un environnement dans lequel l'assainissement, les services de santé et les pratiques de soins sont adéquats, le tout permettant une vie saine et active.

1.2. Principales causes des crises alimentaires dans la région de Sahel

Les crises humanitaires sont de plus en plus souvent liées à la fois à des catastrophes et des conflits, dont les causes sous-jacentes se recoupent (21).

a. Les causes conjoncturelles

Dans l'espace sahélien, quatre grandes catégories de catastrophes naturelles assez courantes, sont à l'origine des crises alimentaires :

- les catastrophes hydrométéorologiques : sécheresse, tempête de sable, inondations ;
- l'action des ennemis des cultures (criquets, rongeurs, oiseaux granivores, chenilles) ;
- les crises démographiques : Les épidémies et épizooties, les exodes massifs ;
- les autres catastrophes : les conflits armés, les incendies.

b. Les causes structurelles

Parmi les principales causes structurelles à l'origine des crises alimentaires on peut citer :

- l'environnement physique défavorable ;
- les systèmes de production peu performants ;
- la forte pression démographique ;
- la vulnérabilité et la pauvreté structurelle ;
- la réduction ou l'absence des réseaux d'entraide et de solidarité ;
- les politiques et stratégies alimentaires inadaptées.

1.3. Arbre causal de l'insécurité alimentaire et risque nutritionnel

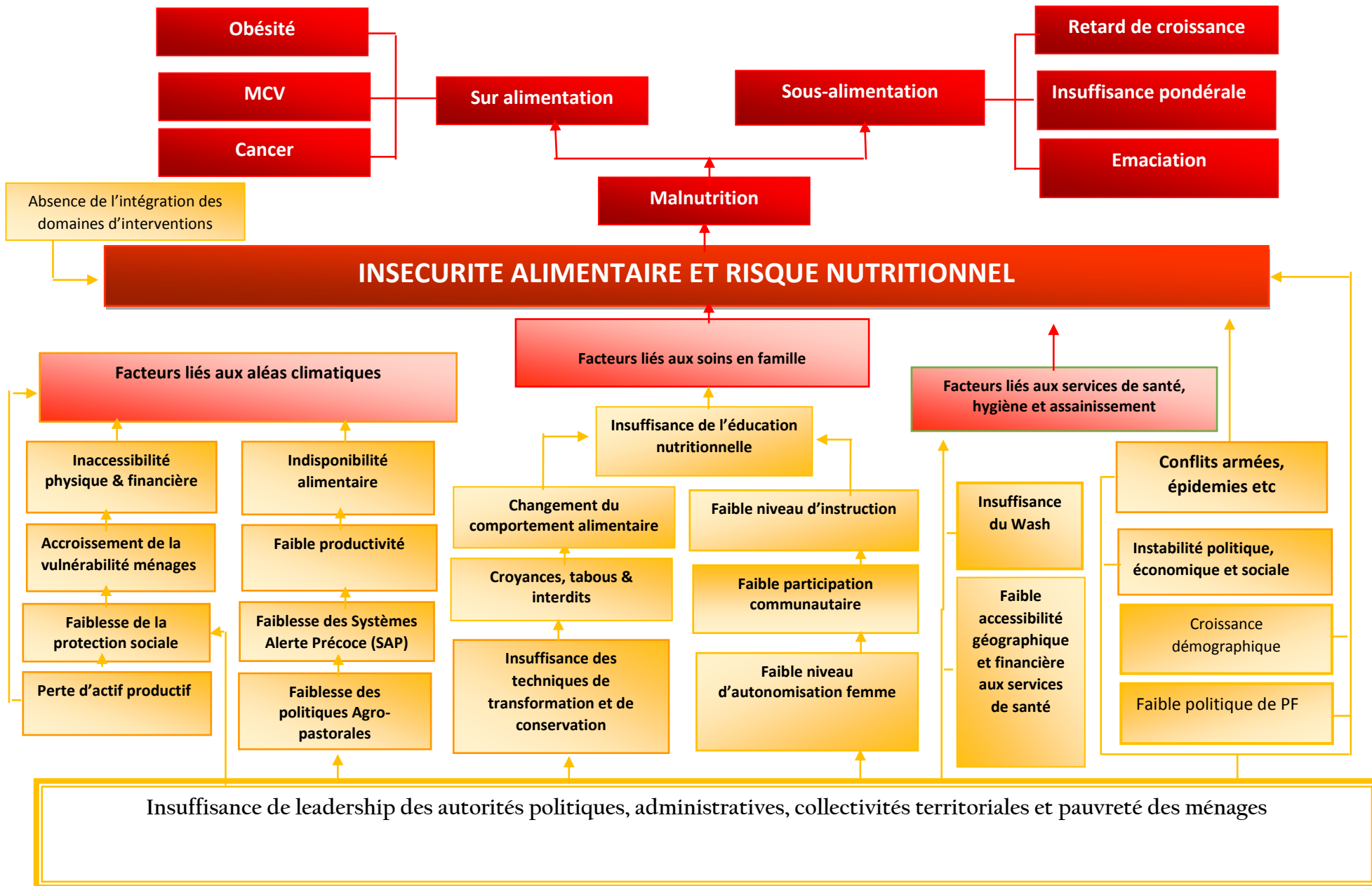


Figure 6: Arbre causal de l'insécurité alimentaire et du risque nutritionnel

Source : Synthèse des fiches de lecture sur le renforcement de la résilience face à l'insécurité alimentaire et du risque nutritionnel

1.4. Bref aperçu sur l'insécurité alimentaire au Burkina Faso

a. Le Taux de Couverture des Besoins Céréaliers

Le Taux de Couverture des Besoins Céréaliers (TCBC) dans les provinces de la région du Sahel donnaient déficitaires (TCBC < 90%) les provinces de l'Oudalan et de la Yagha avec respectivement des taux de 30% et 78%. Tandis que les provinces le Séno, le Soum étaient en équilibre (90 > TCBC < 120%), soit respectivement des taux de 106% et 94%. La carte ci-dessous (figure 7) présente le taux de couverture des besoins céréaliers au niveau des provinces du Burkina pour la campagne agricole 2014-2015 (22).

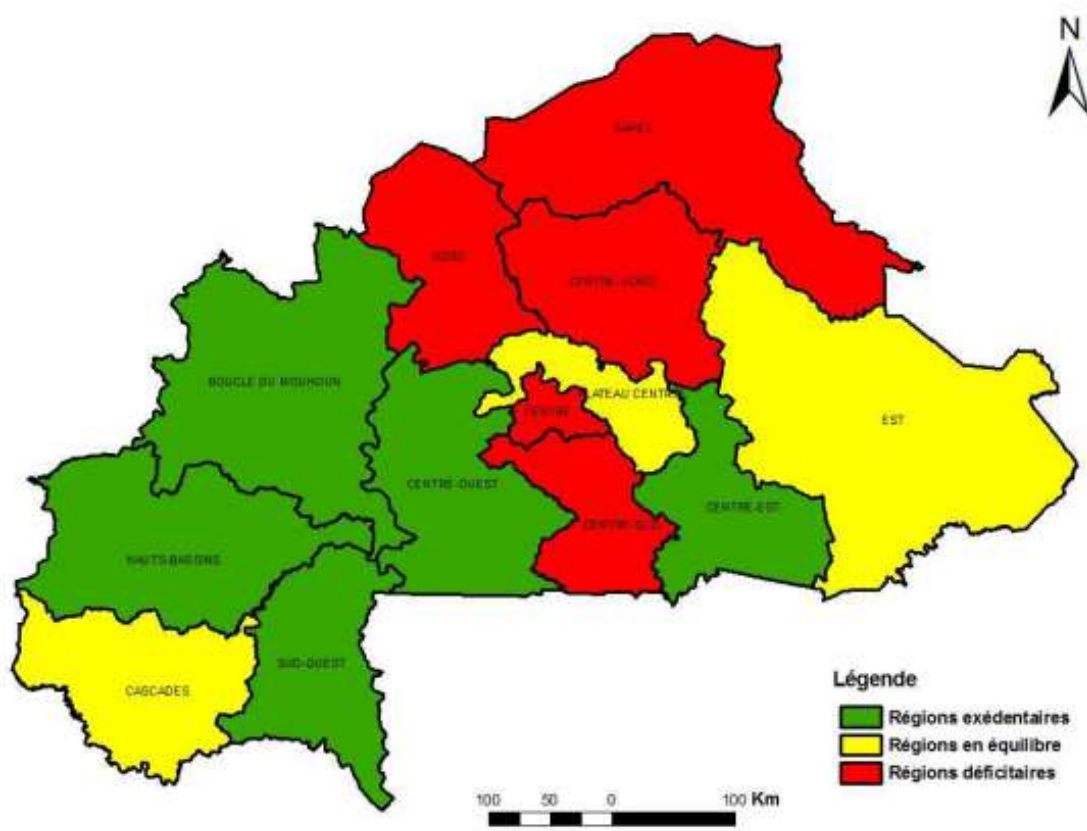


Figure 7: le taux de couverture des besoins céréaliers par région au Burkina pour la campagne agricole 2014-2015

Source : DGESS, 2015

b. Evolution de l'autonomie de couverture des besoins céréaliers au Burkina

L'évolution du taux moyen de couverture des besoins en céréales par rapport à la production définitive de la campagne agricole de 2009/2010 à la campagne 2014/2015 varie de 13,47% dans la région du centre et de 216,17% dans la Boucle du Mouhoun, avec un taux moyen de 111,95% de couverture des besoins céréaliers sur le plan national. La couverture reste faible dans les régions du Centre Nord, au Nord et au Sahel, avec respectivement des taux moyens de 76,78%, 89,09% et 84,22%.

Tableau 1: L'évolution du taux de couverture des besoins en céréales par rapport à la production définitive (en %)

	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	Moyenne
Boucle du Mouhoun	190,0	239,0	182,0	241,0	258,0	187,0	216,17
Cascades	123,3	124,0	138,0	152,0	142,0	117,0	132,72
Centre	10,8	14,0	11,0	15,0	13,0	17,0	13,47
Centre-Est	81,4	131,0	104,0	103,0	106,0	158,0	113,9
Centre-Nord	68,7	103,0	60,0	84,0	75,0	70,0	76,78
Centre-Ouest	117,7	123,0	114,0	175,0	135,0	135,0	133,28
Centre-Sud	106,4	104,0	111,0	110,0	131,0	69,0	105,23
Est	102,1	141,0	90,0	151,0	114,0	108,0	120,68
Hauts-Bassins	143,5	154,0	147,0	177,0	191,0	160,0	162,08
Nord	88,5	107,0	58,0	94,0	102,0	85,0	89,08
Plateau Central	83,8	111,0	92,0	112,0	111,0	111,0	103,47
Sahel	70,3	92,0	70,0	100,0	92,0	81,0	84,22
Sud-Ouest	164,9	188,0	133,0	129,0	116,0	156,0	147,82
Burkina Faso	98,9	121,0	96,0	124,0	120,0	111,8	111,95

Source : Institut Nationale de la Statistique et de la Démographie (INSD), Annuaire statistique 2014 (publier en Décembre 2015, p.223)

II. Raisons de la nécessité d'un changement d'approche

2.1. Coût élevé de la gestion des crises et les disparités dans sa répartition

D'après le rapport Global Humanitarian Assistance (GHA) 2011, la réponse humanitaire internationale en 2010 aurait atteint 16,7 milliards de dollars. Le rapport souligne que sur une centaine de milliards de dollars dépensés ces dernières années sur les crises majeures, seulement 1% a été, dans les faits, affecté à des programmes de réduction des risques de désastres (23). Pourtant, la réduction des risques de catastrophes est nécessaire pour protéger les investissements réalisés et les résultats obtenus.

2.2. Récurrence et complexité des crises

Au cours des deux dernières décennies, plusieurs pays du Sahel ont connu quatre épisodes (2005, 2008, 2010 et 2012) de crise alimentaire et nutritionnelle majeure ayant nécessité un appui de la communauté internationale pour atténuer les souffrances des groupes affectés. Les crises alimentaires et nutritionnelles des années 1970 ont été largement dominées par la trilogie « sécheresse – déficit céréalier – crise alimentaire » (24). Bien que ces éléments constituent des déterminants non moins négligeables, il est cependant certain que la problématique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est bien plus complexe.

III. Obstacles majeurs à la volonté d'intégrer l'assistance humanitaire et l'aide au développement

3.1. Clivage prononcé entre les interventions d'urgence et de développement

Habituellement, les interventions d'urgence ont été opposées à celles du développement. Pour les humanitaires, les crises sont la conséquence et la traduction d'un mal développement alors que les acteurs du développement ont souvent accusé l'assistance humanitaire de détruire les capacités locales et de promouvoir l'esprit d'assistanat et de dépendance vis-à-vis de l'aide. Cette dichotomie fait qu'en période de crise, plusieurs actions sont menées pour sauver des vies humaines sans nécessairement prendre en compte les implications sur le développement. La crise est considérée comme un élément à part et traitée sans penser au renforcement des systèmes à la base en matière de prévention et de préparation des capacités de réponses aux futurs chocs (3).

3.2. Rigidité des mécanismes de financement

Les contraintes de financement renforcent la rigidité des donateurs qui peuvent choisir de financer seulement l'assistance humanitaire ou l'aide au développement ou aussi une phase du processus d'intégration des deux. Généralement, les bailleurs de fonds mettent en place des guichets spécifiques pour prendre en charge les différents besoins en financement sans qu'il y ait des passerelles entre eux. Cette rigidité peut conduire un bailleur de fonds à l'interruption soudaine du financement d'un projet en raison d'une crise ou une catastrophe, ou qu'un programme régulier soit arrêté parce qu'une catastrophe a complètement changé la situation locale.

3.3. Insuffisance du leadership de l'État

Contrairement au Niger qui possède le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises alimentaires (DNP-GCA) depuis 1997, ce n'est qu'en 2012, sous l'impulsion du PNUD, qu'une loi nationale de prévention et de gestion des risques de catastrophes fut élaborée au Burkina Faso.

L'article 4 des DISPOSITIONS GENERALES sur le dispositif central de prévention et de gestion des risques, des crises humanitaires (DCPGRCH) affiche clairement la nécessité d'une intégration des actions : « *La prévention et la gestion des risques, des crises humanitaires et des catastrophes s'appuient sur des procédures **intégrées** et globales prévoyant des mesures de prévention, d'alerte, de préparation, de réponse, de secours d'urgence, de rétablissement* » et sur la résilience « Ces mesures assurent la cohérence de l'action de tous les intervenants sur l'ensemble du territoire national par une organisation, des mécanismes et des procédures appropriées de manière notamment à : (iv) *développer les aptitudes de **résilience** et réduire les vulnérabilités des populations* ». L'article 8 place le DCPGRCH sous l'autorité du Premier ministre. Malgré ce dispositif bien conçu, force est de constater que l'opérationnalisation de la mise en œuvre de ces missions reste très ardue. En effet l'organe chargé de coordonner les interventions à caractère social et humanitaire en cas de catastrophes est le Secrétariat Permanent du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (SP/CONASUR). Lors d'une journée porte ouverte¹⁴ tenue du 22 au 24 juillet 2016, le secrétaire permanent du CONASUR, abordant les difficultés rencontrées, disait ceci : « *Les difficultés sont essentiellement financières, les ressources ne nous permettent pas d'assumer l'ensemble des difficultés ou des catastrophes que nous rencontrons. Nos camions ont une moyenne d'âge de 35 à 40 ans. Ces journées seront donc l'occasion, de faire un **plaidoyer** auprès de l'État et ses partenaires afin d'obtenir et mobiliser davantage de ressources pour mener à bien sa mission et enfin inciter l'adhésion du public aux mesures de prévention des catastrophes et de crises humanitaires* ».

Du côté du Niger, le DNP-GCA et la Cellule de Coordination Humanitaire (CCH) sont confinées dans une approche routinière qui propose chaque année quasiment les mêmes « recettes » pour prendre en compte les crises conjoncturelles indépendamment des causes et des groupes affectés.

En l'absence d'un cadre de référence définissant, entre autres, la vision, les objectifs, les priorités d'actions et les approches de mise en œuvre, chaque partenaire intervient dans le domaine selon des modalités spécifiques.

¹⁴ <http://www.burkina24.com/2016/07/20/burkina-le-conasur-sort-de-lombre/>

3.4. Insuffisance de la coordination des acteurs

La faiblesse ou l'absence de coordination entre les acteurs ne favorisent pas le développement des initiatives d'intégration entre les interventions d'urgence et celles de développement et, par conséquent, réduit leur impact et efficacité. De plus en plus, les partenaires et acteurs sont unanimes pour reconnaître que les coûts élevés des interventions sont en partie liés à un manque de coordination. Les principales causes de ce déficit sont : (i) la multiplicité des acteurs ; (ii) la divergence des intérêts ; (iii) les différences au niveau de l'évaluation des situations, des objectifs et des analyses politiques ; (iv) les difficultés de réunir les fonds à temps et de façon adéquate ; (v) la lenteur et la centralisation des procédures de décision ; (vi) la compétition pour la visibilité qui peut ôter l'envie d'une réelle coordination (3).

Rigidité des mécanismes de financement

Les contraintes de financement renforcent la rigidité des donateurs qui peuvent choisir de financer seulement l'assistance humanitaire ou l'approche au développement ou aussi une phase du processus d'intégration des deux. Généralement, les bailleurs de fonds mettent en place des guichets spécifiques pour prendre en charge les différents besoins en financement sans qu'il y ait des passerelles entre eux. Ensuite, l'incertitude quant à la poursuite du financement dans le cadre d'un programme d'urgence au-delà de 6 mois initialement prévus pose la difficulté de planification à moyen et long termes. L'idéal aurait été que l'action humanitaire, en s'achevant, devrait faire le lien avec des projets de réhabilitation et de développement ; ce qui aurait pu faciliter un retrait progressif et non brutal. Malheureusement, cette préoccupation n'est pas toujours prise en compte pendant la planification de l'assistance humanitaire ou d'un projet de développement régulier. S'il y a des signes que la population ne soit pas encore en mesure de faire face aux conséquences d'une catastrophe ou n'a pas augmenté sa capacité de résistance à de futures catastrophes, la durabilité de l'aide offerte pourrait être compromise (3).

Conclusion

On retiendra de cette partie, que les causes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont impliquent. La vulnérabilité des populations étant chronique du fait de la recrudescence des chocs au Sahel, la mise en cohérence de l'assistance humanitaire et de l'approche au développement s'avère nécessaire voire primordiale. La revue de la littérature réalisée, révèle existence d'obstacles majeurs liés à la volonté d'intégrer l'assistance humanitaire et l'aide au développement dans la pratique.

PARTIE II:

METHODOLOGIE

Cette partie sera consacrée à la méthodologie adoptée dans ce présent travail. La description de la méthodologie passe par la structuration de l'objet de recherche et sa réalisation permettant de collecter et d'analyser les données. Les limites liées à notre étude seront résumées à la fin de cette partie.

I. Structuration de l'objet de recherche

1.1. Type d'étude et question de recherche

Il s'agit d'une étude descriptive transversale à visée comparative sur la question « *Comment s'articule l'assistance humanitaire et l'approche au développement dans le cadre d'un processus de renforcement de la résilience des communautés au Sahel face aux crises de sécurité alimentaires et nutritionnelles?* ».

De cette interrogation nous est venue l'idée de consacrer notre recherche et d'orienter notre mémoire de Master en Politiques Nutritionnelles sur la compréhension de l'articulation de l'assistance humanitaire et l'approche au développement à travers le Centre d'Etudes et d'Expérimentations Economiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest - Association Internationale (CESAO-AI), tout en nous focalisant sur le cas du PAM Niger et des projets : Families Achieving Sustainable Outcomes (FASO) , Victoire sur la Malnutrition (ViM) dans les régions du Centre Nord et de l'Est au Burkina Faso.

1.2. Hypothèses de recherche

Nous formulons l'hypothèse qu'il aurait une convergence commune dans les approches du renforcement de la résilience des communautés mise en œuvre par le PAM Niger et les projets FASO, et ViM au Burkina Faso.

II. Réalisation de la recherche

2.1. Sources documentaires

Nos sources d'informations sont composées de :

- littérature grise : FASO, ViM et CESAO-AI ;
- rapports officiels : OCHA, FAO, PAM Niger ;
- articles et revues scientifiques

L'exploitation des différentes sources documentaires a été réalisée à travers des grilles de lecture. Le logiciel EndNote7 a été utilisé pour répertorier l'ensemble de la littérature collectée et pour générer les références bibliographiques.

2.2. Les outils de recherche et la collecte des données

2.2.1. Les outils de recherche

Deux guides d'entretien (voir les annexes 3 et 4) ont été élaborés et administrés auprès des acteurs de projets (FASO, ViM) et institution (PAM Niger).

Le guide pour les projets est subdivisé en deux grandes parties :

- la première partie porte sur l'identification du projet (synthèse des informations sur le projet et la personne enquêtée) ;
- la deuxième partie aborde la connaissance des acteurs des projets sur l'intégration entre l'assistance humanitaire et l'approche au développement (une série de 22 questions abordant les différents aspects déterminants pour la réussite d'une approche d'intégration).

Le guide pour les institutions est subdivisé aussi en deux grandes parties, à savoir :

- la première partie porte sur l'identification de l'institution (brève synthèse des informations sur l'institution et la personne enquêtée) ;
- la deuxième partie aborde la connaissance des acteurs de projets sur l'intégration entre l'assistance humanitaire et l'approche au développement (une série de 22 questions abordant les différents aspects déterminants pour la réussite d'une approche d'intégration)

Les guides ont été soumis aux enquêtés au moins une semaine à l'avance, avant la collecte des données.

2.2.2. Collecte des données

La collecte des données s'est faite à l'aide du guide mentionné ci-dessus et aux moyens de matériel d'enregistrement (iPad) lors des différents entretiens. Les données obtenues en fichier audio ont été ensuite transcrites sur un document Word 2010 pour des fins d'analyse.

2.3. Cibles

Deux projets à savoir : Families Achieving Sustainable Outcomes et Victoire sur la Malnutrition et une institution dont le Programme Alimentaire Mondial Niger ont fait l'objet de notre étude.

2.3.1. Projets

a. Project Families Achieving Sustainable Outcomes (FASO)

Débuté en Juin 2010 pour une durée de cinq (5) ans, le projet Families Achieving Sustainable Outcomes (FASO) est une initiative financée par l'USAID porté par Catholic Relief Services (CRS) et d'autres partenaires dans les régions du Centre-Nord et de l'Est du Burkina.

Le projet FASO couvre dix (10) communes (voir la figure 9 ci-après) et intervient dans le domaine de la santé-nutrition, eau & assainissement, agriculture, gestion des ressources naturelles, gouvernance, micro-finance. Son objectif général est de contribuer à la réduction durable de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages dans les districts sanitaires de Tougouri, Manni et Gayéri.

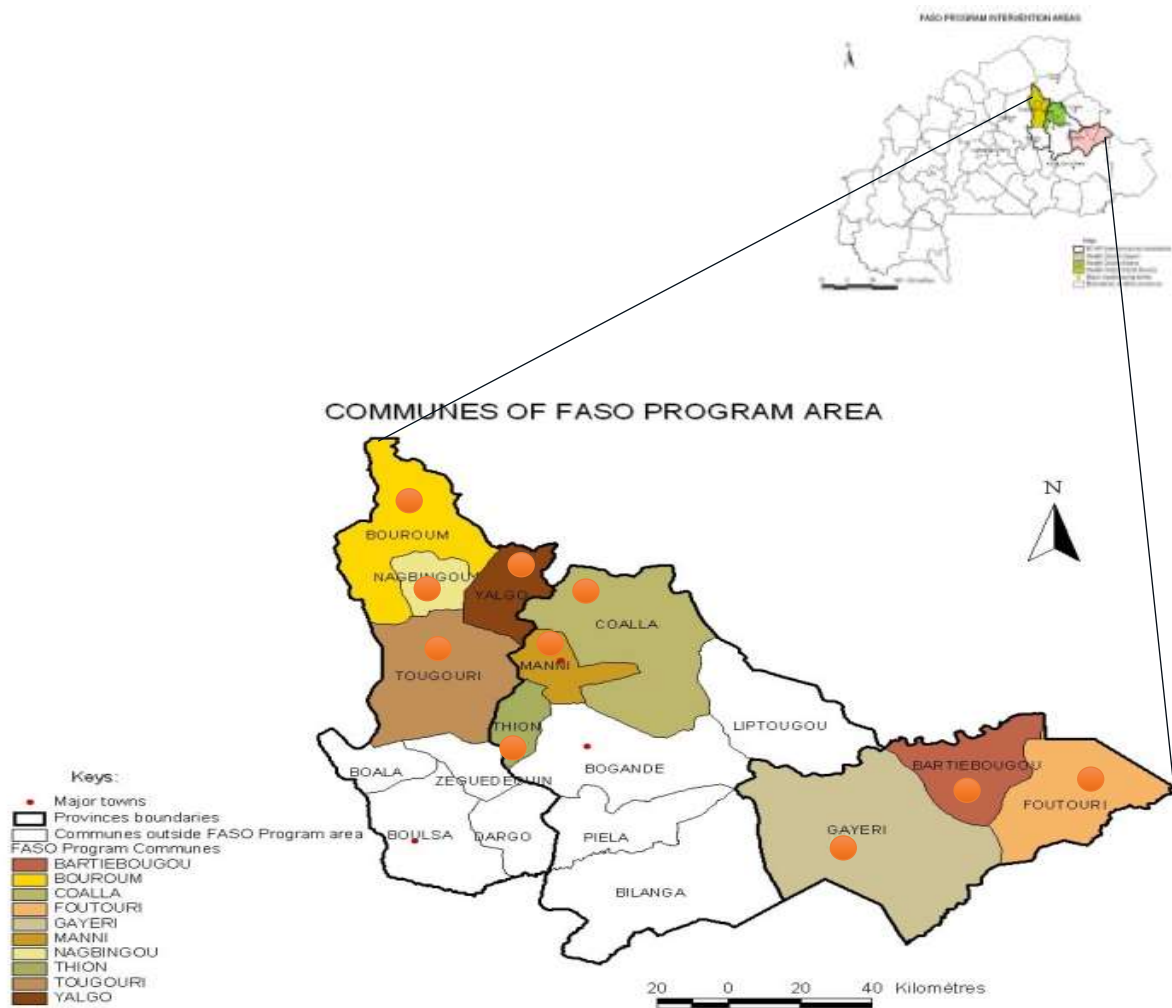


Figure 8: Communes d'intervention du projet FASO

Source : Résultats, leçons apprises de 2015 et perspectives pour 2016_CRS _Programme FASO

b. Victoire sur la Malnutrition (ViM)

Le projet ViM a pour but de réduire l'insécurité alimentaire des populations vulnérables dans la province de Sanmatenga et plus précisément dans les communes de Kaya, Pissila, Barsalogo et Namissiguima. Le projet est porté par l'ONG ACDI/VOCA et des partenaires tels que Save the Children, l'Organisation Néerlandaise de Développement (SNV), le projet aspire à une amélioration des revenus des producteurs, de la santé et la nutrition des ménages ciblés. Elle a officiellement débuté en août 2011.



Figure 9: Village d'intervention du projet ViM

Source : Projet Victoire sur la Malnutrition_16_Novembre_2015

3.3.2. Institution

Nous nous intéresserons ici au Programme Alimentaire Mondial (PAM) au niveau du Niger. Ce choix tient lieu du fait que après les crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes (2001, 2005, 2010, 2012) au Niger, le PAM a mis en place un vaste programme de renforcement de la résilience. Ce programme est détaillé dans le document d'opérationnalisation de l'IPSR « Intervention Prolongée de Secours et de Redressement » (2014-2016) : sauver des vies, préserver les moyens d'existence, et renforcer la résilience des populations exposées à la vulnérabilité chronique.

Cette approche fait du PAM Niger de nos jours une référence sur la problématique du renforcement de la résilience dans la sous-région ouest africaine.

III. Analyse des données

Nous avons utilisé le logiciel CLA (Collaboration, Learning, Adaptation) :

- **Collaboration** : Collaborer intentionnellement avec les parties prenantes pour partager les connaissances et réduire les doubles emplois ;
- **Learning** : Apprentissage de façon systématique, en s'appuyant sur des données provenant de diverses sources et en prenant le temps de réfléchir à la mise en œuvre ;
- **Adaptation** : Adaptation stratégiquement basé sur l'apprentissage appliqué.

CLA est un outil de cartographie qui génère automatiquement des cartes de collaboration numériques par rapport aux objectifs de la résilience. A l'origine, le logiciel C.L.A a été développé par l'USAID / Rwanda lors de l'analyse de l'économie politique (AEP).

3.1. Présentation du logiciel CLA

▪ Interface du logiciel CLA

Le logiciel Collaboration Learning Adaptation est divisé en quatre grandes parties (1) le titre, (2) les Quadrants des organisations, (3) le Modèle de cartographie de collaboration et (4) la carte.

1 **Quadrants des organisations**

2 Localisation Name Clear

3 En haut a droite I

4 En haut a gauche II

5 En bas a gauche III

6 En bas a droite IV

7

8

9 **Modele de cartographie de Collaboration**

Parties prenantes	Type d'organisation	Proximite actuelle avec les objectifs de la resilience positive (1-10)	Influence axée sur les réssources (1-10)	Influence non axée sur les réssources (1-10)	Priorités (Oui/Non)	Data Label
<input type="text"/>		<i>Higher number indicator stronger relationship and closer to center</i>	<i>Higher number indicator larger influence on darker circle</i>	<i>Higher number indicator larger influence and darker color</i>	<i>Yes indicator plus</i>	<input type="text"/>
					<input type="checkbox"/>	
					<input type="checkbox"/>	
					<input type="checkbox"/>	
					<input type="checkbox"/>	
					<input type="checkbox"/>	
					<input type="checkbox"/>	
					<input type="checkbox"/>	
					<input type="checkbox"/>	
					<input type="checkbox"/>	
					<input type="checkbox"/>	
					<input type="checkbox"/>	
					<input type="checkbox"/>	
					<input type="checkbox"/>	
					<input type="checkbox"/>	

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

Titre

II I

4

III IV

Figure 10: Interface du logiciel CLA

3.2. Etapes de la création d'une carte de collaboration sur CLA

a. Comment dégager les implications entre AH/AD ?

Dans le processus de la création d'une carte de collaboration sur l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, les implications entre les acteurs (humanitaires/développeurs) résident dans les approches et les moyens développés par chaque acteur autour d'un objectif commun celui du « renforcement de la résilience ». Le niveau d'échelle (1 à 10) de cette implication est défini pour chaque partie prenante comme indiqué ci-dessous (e, f). L'objectif de la carte de collaboration permet d'identifier les opportunités pour chaque intervenant, de tirer parti de leurs relations actuelles ou en créer de nouvelles en appui à l'objectif défini.

b. Identification de tous les intervenants

Dans la section "Modèle de cartographie de la collaboration", sera listé tous les intervenants qui ont un intérêt et/ou une influence dans la réalisation dans la colonne « parties prenantes ». Ces noms seront automatiquement copiés dans la colonne des étiquettes de données (Data Label) et servir de l'étiquette du cercle des intervenants sur la carte.

c. Placement Quadrant

Pour chaque intervenant énuméré, sera identifié le "Type d'organisation" correspond dans la colonne suivante.

d. force de l'interaction

Elle permettra de déterminer la proximité actuelle de chaque partie prenante par rapport au processus de renforcement de la résilience. Le logo au centre de la carte, représente la résilience. Ainsi plus une partie prenante est proche du centre, plus les actions dans le cadre de la résilience. Elle est cotée sur une échelle de 1 à 10.

e. Déterminer l'influence axée sur les ressources

Cette étape consiste à donner à chaque partie prenante selon le niveau (échelle de 1 à 10) de l'influence axée sur les ressources (financier ou humain) qu'ils ont par rapport à l'atteinte de l'objectif de la résilience. Cette influence est strictement définie en termes de ressources directes, c'est-à-dire combien en terme d'argent, de temps et personnel que chaque partie prenante investit dans le résultat attendu.

La conversion de la notation numérique aide à voir l'influence comparative axée sur les ressources de chaque acteur. Plus le cercle est large, plus l'influence axée sur la partie prenante est grande sur l'objectif de la résilience.

f. Déterminer l'influence non axée sur les ressources

Prendre chaque partie prenante et la noter sur la base de l'influence non axée sur les ressources à l'atteinte de l'objectif de la résilience. L'influence non axée sur les ressources peut comprendre le pouvoir politique, le leadership, la reconnaissance du nom etc. Elle est notée sur une échelle de 10 points : 1=faible, 5=moyenne, 10=forte.

Sur la carte, l'influence sera représenté par la saturation/l'ombrage du cercle représentant chaque partie prenante. Plus le cercle est sombre, plus l'influence non axée sur les ressources que cette partie prenantes a par rapport à l'objectif de résilience est grand.

g. Priorité

En sélectionnant la case à cocher dans la colonne 'Priorité', vous pouvez indiquer si un intervenant particulier est une priorité pour une collaboration basée sur la force de l'interaction actuelle, les ressources de l'influence, ou non en fonction de l'influence. Ceci est indiqué par un effet « glow » autour du cercle.

IV. Limite de l'étude

La collecte des données est intervenue dans un contexte assez difficile : en période de l'hivernage : (mai, juin, juillet, août) certaines zones étaient inaccessibles (cas des projets PAM travaillant sur articulation au Niger).

Aussi, les personnes ressources au sein des projets d'étude, si elles n'étaient occupées par la planification des activités pour l'année suivante, étaient simplement en congés. Beaucoup de rendez-vous ont été reportés de ce fait. À cela s'ajoute une certaine opposition, des premiers responsables des projets, à notre accès aux documents (rapports, tables des indicateurs, etc.). La raison invoquée est que le partenaire financier, l'USAID, qui a droit de propriété sur les ressources documentaires, est le seul à pouvoir délivrer un quitus pour l'examen des documents par des intervenants externes aux projets. Nous nous sommes alors contentés d'exploiter les fiches de synthèse des bonnes pratiques de résilience, le résumé de rapport annuel de 2015 et les archives accessibles à travers les sites web des cibles de notre étude.

Conclusion

Tous ces facteurs ci-dessus cités ne nous ont pas permis d'aborder l'étude sur le schéma initial. Il s'agissait pour nous de comparer les changements induis par le renforcement de la résilience au niveau institutionnel (PAM, CRS, ACDI/VOCA), avec les pratiques sur le terrain (via d'au moins un projet par institution). Ce schéma initial, *in fine*, allait nous permettre de faire une étude comparative des approches au niveau national et régional.

PARTIE III:

RESULTATS ET DISCUSION

Cette troisième partie de ce mémoire est subdivisée en deux chapitres : le premier est consacré à la description des essais de mise en cohérence de l'articulation Humanitaire/Développement, développée au sein des projets cibles (FASO et ViM) ainsi qu'au niveau du PAM Niger. Elle se terminera par une analyse sur la convergence des différentes approches du renforcement de la résilience à travers : les approches multi acteurs et multisectorielles, le choix des populations cibles, la planification et la coordination des interventions et enfin le système de suivi et évaluation. Le deuxième chapitre, met en avant les principales leçons apprises issues de ces expériences citées ci-dessus, dégage les défis futurs à prendre en compte dans cette mise en cohérence, avant de formuler quelques recommandations à observer, indispensables à sa réussite.

CHAPITRE I : EXPERIENCES CONCRETES D'INTEGRATION DE L'ASSISTANCE HUMANITAIRE ET DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT

I. Projet Victoire sur la Malnutrition

En 2010, la région du Centre Nord, au Burkina Faso, regroupant les provinces du Sanmatenga, Namentaga et Bam, sur les indicateurs nutritionnels et de morbidité affichait 28,7% pour le retard de croissance, 24,7 % d'émaciation (contre 15,3% sur le plan national avec un rang de 13/13), et une insuffisance pondérale de 23,6 %. Cela s'explique non seulement par l'impact négatif des aléas climatiques sur la production (agricole et pastorales), mais aussi par le niveau de pauvreté monétaire des ménages (incidence P0=39,1%). À cela s'ajoute la tendance galopante de la démographie, avec un indice de fécondité à 6,7 contre 6 sur le plan national. Bien que la zone soit généreuse, au vue des potentialités dont elle regorge (bas-fonds) en termes d'accroissement de la productivité agricole, la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle reste préoccupante dans la région du Centre Nord.

Sur appel à candidature de l'USAID pour travailler à inverser les tendances dans cette région, particulièrement dans la province du Sanmatenga, ADCI/VOCA, en consortium avec plusieurs partenaires clés, notamment Save the Children et SNV, ont développé le projet Victoire sur la malnutrition.

Débuté officiellement en août 2011, le projet ViM s'articule autour de trois objectifs stratégiques: (i) Diversifier et Accroître la production agricole; (ii) Améliorer les revenus des ménages; (iii) Réduire la malnutrition chronique chez les enfants âgés de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les femmes allaitantes.

Ces objectifs se rangent dans deux grands volets: (i) sécurité alimentaire et moyens d'existence, et, (ii) santé nutrition, eau, hygiène et assainissement.

Au niveau de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence, l'accent est mis sur le renforcement des capacités des groupements par la promotion de l'alphabétisation de leurs membres. 575 producteurs, dont 513 femmes (89%) et 62 hommes, ont été alphabétisés en 2015. En termes de facilitation à l'accès aux intrants agricoles et zootechniques, 2 848 producteurs agricoles, dont 2 108 femmes, ont bénéficié d'intrants agricoles et 2 105 éleveurs, dont 1 549 femmes, ont bénéficié d'intrants zootechniques. À cela s'ajoute la facilitation à l'accès aux matériels agricoles (pour la production végétale pluviale, petit matériel pour les cultures maraîchères, l'élevage en l'occurrence les petits ruminants et la volaille).

Au titre des formations reçues, les producteurs ont bénéficié des enseignements sur les techniques agricoles améliorées portant sur la culture du sorgho, niébé, oignon, tomate, patate douce à chair orange, etc...). Des approches telles que les parcelles de démonstration, les visites régulières dans les exploitations et dans les champs écoles ont été réalisées. D'autres formations ont porté sur les techniques de production animale améliorées (soins vétérinaires, collecte et conservation du fourrage naturel, amélioration par l'introduction d'espèce productive, etc.)

Au titre de la gestion durable des ressources naturelles, les techniques de restauration des sols (cordons pierreux, demi-lunes) et la production de la fumure organique ont été réalisées.

Afin de faciliter l'accès au marché, un appui à la commercialisation des produits agricoles a été réalisé en passant par la mise en contact avec des acheteurs privés ou institutionnels. A cela s'ajoutent des formations sur le marketing, le renforcement des capacités des unions des groupements, la formation sur les unités de mesure, un abonnement à un réseau d'information sur les prix et de diffusion des offres d'achat/vente, ainsi que sur le warrantage¹⁵.

Dans la rubrique, diversification des revenus des ménages, les activités ont porté sur la promotion des micro-entreprises rurales, la valorisation des produits agricoles locaux à forte valeur nutritive (l'utilisation du *Moringa Olifeira* et de la patate douce à chair orange).

Au niveau de la santé nutrition, eau hygiène et assainissement, les principales activités étaient la distribution de rations alimentaires, la promotion du changement social et du comportement : groupes de soins (Care Groups), la promotion de l'hygiène et de l'assainissement : ATPC.

II. Projet Families Achieving Sustainable Outcomes (FASO)

Le contexte d'intervention du projet FASO dans la région du Centre Nord et de l'Est est identique à celui du projet ViM. FASO est un programme intégré, financé par l'USAID à travers Food for Peace, qui vise à réduire de manière durable la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire dans les districts sanitaires de Boulsa, de Manni et de Gayeri. Il poursuit trois objectifs spécifiques à savoir : (i) agriculture durable et gestion des ressources naturelles : 56,126 ménages ont amélioré leur accès à la nourriture en quantité et en qualité tout le long de l'année ; (ii) santé/nutrition : 51,426 couples mère/enfant ont amélioré leur statut de santé et de nutrition ; (iii) gouvernance locale : les organisations communautaires dans 100

¹⁵ Warrantage est un système de crédit rural qui consiste, pour une organisation paysanne et/ou ses membres, à obtenir un prêt en mettant en garantie un produit agricole non périssable (mil, sorgho, riz, sésame, arachide etc.) et susceptible d'augmenter de valeur.

villages utilisent les principes de bonne gouvernance dans la mise en œuvre des plans de développement communautaires pour réduire l'insécurité alimentaire

À travers ces objectifs, le Programme FASO apporte un paquet d'activités aux populations cibles. Dans le volet de la sécurité alimentaire un appui technique et financier est accordé aux producteurs dans le but de stimuler la diversification agricole pour accroître la production et le revenu des ménages. Les principales activités mises en œuvre sont l'appui aux producteurs pour l'acquisition d'intrants, le renforcement des capacités techniques des producteurs, l'appui technique et soutien matériel aux étuveuses de riz, la promotion des techniques post récoltes améliorées pour le sésame et le riz, la promotion de la technique du stockage hermétique du niébé, l'appui à la commercialisation des produits agricoles, l'organisation des femmes en Communautés d'Épargne et de Crédit Interne (CECI), l'aménagement des bas-fonds pour la production rizicole et de sites maraichers, l'appui à la récupération de terres, l'appui à la mise en place du warrantage et l'aviculture pour les femmes

Sur le volet de santé nutrition, le programme FASO utilise l'approche de la prévention de la malnutrition des enfants de moins de 2 ans qui est destinée à améliorer l'état de santé des femmes et des enfants, à travers deux grandes stratégies : (i) l'accès des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de 2 ans aux services de santé ; et (ii) la communication pour le changement de comportement à travers les Care group ou groupe de soutien. Au nombre des activités déployées à ce niveau, l'on a, entre autres, la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles, sanitaires et d'hygiène, le dépistage communautaire de la malnutrition chez les enfants de 6-59 mois, la distribution conditionnelle mensuelle de rations alimentaires et de rations de protection (juin à octobre). À cela s'ajoute la promotion de compléments alimentaires enrichis et fortifiés pour les enfants, les femmes enceintes et allaitantes.

Outre ces activités, le programme FASO mène des actions dans le domaine du WASH visant à assurer une meilleure disponibilité en eau potable et de meilleures conditions d'hygiène et d'assainissement dans les villages couverts. Au titre de l'amélioration de l'accès à l'eau potable, 15 forages ont été remis en état et équipé d'une pompe à main à travers 15 villages dans les trois districts. La qualité de l'eau a été systématiquement contrôlée. L'ensemble de ces activités vise à assurer l'accès à l'eau potable et à améliorer la santé maternelle et infantile.

En vue d'assurer la pérennité des acquis, le programme FASO intègre des stratégies de renforcement des capacités des Conseils Villageois de Développement (CVD), des Associations des Usagers d'Eau (AUE), des Groupements de producteurs de riz, des maraichers et des Associations des Parents d'Élèves/Associations des Mères Éducatrices(APE /AME), pour soutenir la mise en œuvre et assurer la réplique des activités.

III. Approche de la résilience du Programme Alimentaire Mondial (PAM) Niger

PAM est une agence des Nations Unies qui se positionne principalement sur les Objectifs du Développement Durable pour éradiquer la faim dans le monde.

Avant la crise de 2012, la réponse du PAM était principalement orientée vers les interventions d'urgence. À partir de 2014, le PAM Niger a connu un changement assez majeur : d'acteur humanitaire pur, il est en train de devenir un acteur qui essaie de lier l'humanitaire et le développement. Ce virage sur la résilience est lié au changement de paradigme : assurer le continuum entre les interventions d'urgence et de développement. Cet état de fait est matérialisé dans son document d'opérationnalisation de l'IPSR « *Intervention Prolongée de Secours et de Redressement – Niger 200583 (2014 – 2016) : Sauver les vies, préserver les moyens d'existence, et renforcer la résilience des populations exposées à la vulnérabilité chronique* ». Cette stratégie de renforcement de la résilience fait appel à un ensemble de services et d'activités intégrées, auprès des bénéficiaires vulnérables, en accordant une attention particulière aux femmes dans les zones ciblées. Elle est articulée autour de deux axes et d'un partenariat renforcé : la résilience humaine et la résilience des systèmes.

3.1. Le renforcement de la résilience des systèmes

Elle est ancrée autour de la capacité des systèmes et des institutions concernés à délivrer des services essentiels requis pour créer un environnement catalyseur pour le développement et le renforcement des capacités humaines et de la résilience. L'appui du PAM intervient au niveau national, régional et local et se concentre sur le renforcement des mécanismes de gestion de l'information et d'alerte sur les vulnérabilités et les risques, et sur le renforcement de la planification et de la coordination.

3.2. Le renforcement de la résilience humaine

Elle se focalise sur les capacités des individus, des ménages et des communautés vulnérables à se préparer, à réagir, à absorber, à résister, à anticiper, et/ou à se relever des chocs externes. Ainsi, le PAM au Niger met en œuvre un ensemble d'activités et de services intégrés visant à renforcer la résilience humaine par une approche de concentration géographique. Cette approche vise à cibler à travers la technique de HEA (Household Economy Approach) sous le leadership du HCl3N des communes dites « **communes de convergence** » dans lesquelles l'ensemble des activités du PAM est fourni aux mêmes populations vulnérables de manière à fixer les bénéficiaires sur une période de trois ans. Le renforcement de la résilience humaine est reparti sur quatre (04) axes majeurs : les achats locaux, la nutrition, l'éducation, et les filets sociaux.

▪ **Achats locaux**

Les activités d'achats locaux : auprès des petits producteurs, permet au PAM de se positionner pour acheter une partie des excédents de production afin d'éjecter un peu d'argent dans l'économie et aussi faciliter le ravitaillement des cantines au sein des écoles et l'assistance alimentaire des ménages vulnérables (pendant les périodes de soudure)¹⁶. La figure 15 ci-après montre le processus des achats locaux réalisés par le PAM Niger.

▪ **Nutrition**

Le PAM appuie durant toute l'année sur toute l'étendue du territoire le traitement nutritionnel (produits nutritionnels spécialisés) au niveau des Centres de Récupération Nutritionnelle Ambulatoire pour Modérés (CRENAM) pour les enfants de 6 à 59 mois et les femmes enceintes et allaitantes. De plus, il fournit des rations alimentaires pour les accompagnants des enfants hospitalisés dans les centres de récupération nutritionnelle intensive (CRENI), afin de faciliter leur séjour et de limiter les abandons¹⁷.

▪ **Education**

Tenant compte des moyens de subsistance, le PAM met en œuvre deux types de cantines scolaires : les écoles à cantines sédentaires qui fournissent deux repas par jour (petit déjeuner et déjeuner) et les écoles à cantines en zone nomade qui offrent en plus un troisième repas le soir.

Au-delà de la fourniture des vivres, des activités complémentaires sont mises en œuvre au niveau des cantines, jardins potagers scolaires, troupeaux scolaires, installation de moulins à grain, sensibilisation sur les Pratiques Familiales Essentielles et la nutrition, etc.¹⁸

▪ **Filets sociaux productifs**

Le PAM au Niger assiste durant toute l'année les mêmes bénéficiaires pour les aider à survivre pendant les périodes de déficit alimentaire en répondant aux besoins alimentaires de base, leur évitant de recourir à des stratégies d'adaptation négatives et les aidant à bâtir un capital productif. Une attention

¹⁶ Fiche succincte : le PAM et les achats locaux aux petits producteurs au Niger, Renforcement des systèmes pour une autonomisation

¹⁷ Fiche succincte : le PAM et la nutrition au Niger, Investir dans la nutrition pour renforcer la résilience

¹⁸ PAM et l'éducation au Niger : approche intégrée d'alimentation scolaire pour renforcer le capital humain

parti culière est portée aux femmes et aux jeunes¹⁹. La figure 11 ci-après met en évidence l'approche résilience du PAM Niger

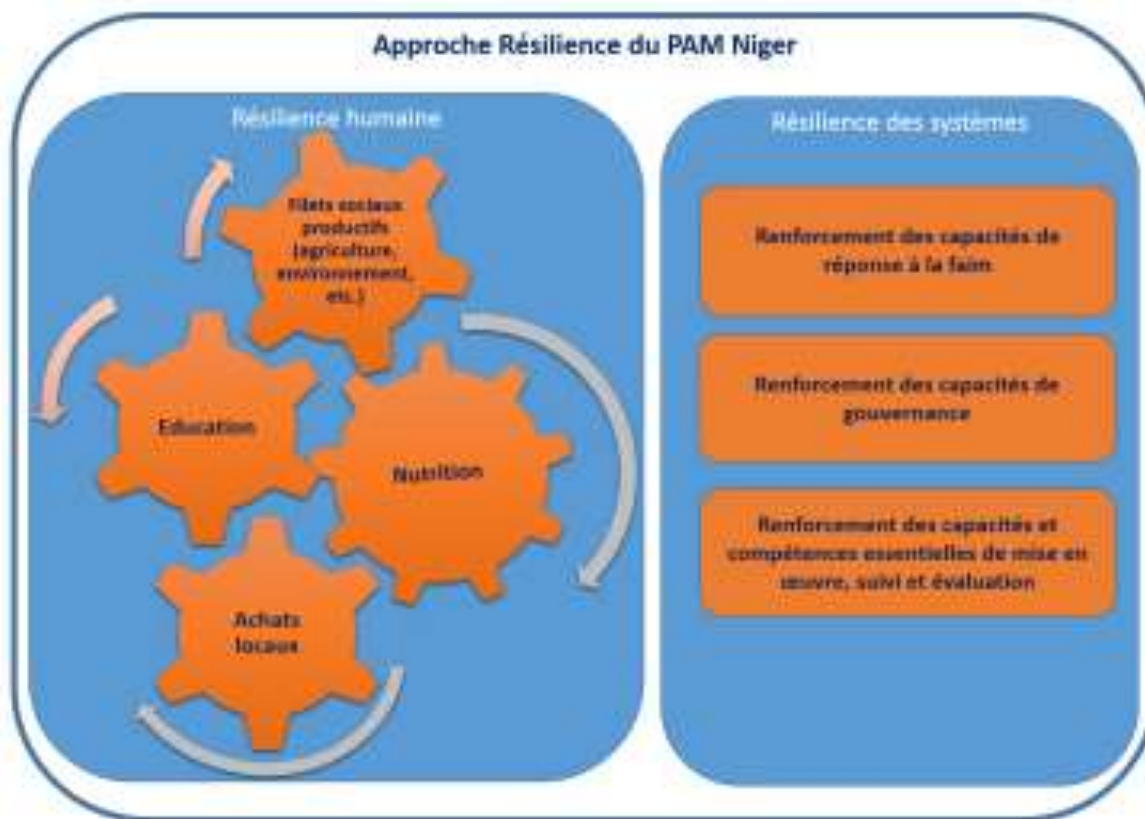


Figure 11: Approche de la résilience du PAM Niger

Source : Stratégie de résilience du PAM au Niger 2014-2016 : Créer le lien entre l'humanitaire et le développement

3.3. La contribution du PAM dans l'élimination de la faim au Niger

Selon M. Boureima Adamou²⁰, le PAM étant une agence des Nations Unies se positionne principalement sur l'ODD2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. Pour atteindre cette perspective, le PAM se positionne comme un acteur pluridisciplinaire pas uniquement spécialisé dans les urgences, mais comme un acteur contributif sur les grands thématiques. Aujourd'hui tout le débat sur la lutte contre la pauvreté est en train d'être retourné vers comment assurer une meilleure protection sociale des populations vulnérables. Au Niger un travail est en cours en vue de mettre en place un socle de protection sociale. En regardant les différentes portes d'entrées de ce socle, le

¹⁹ Fiche succincte: le PAM et les filets sociaux productifs au Niger, Répondre aux besoins immédiats en développant des solutions durables

²⁰ M. Boureima Adamou, *Chef de sous Bureau-Niamey* du Programme Alimentaire Mondial/Niger.

PAM intervient sur un certains nombres de questions qui sont essentielles à savoir : l'enfance, la santé, l'éducation ... etc. L'action que le PAM fait va être une action importante à la mise en place de ce socle de protection sociale afin de faciliter la réalisation de l'ODD2

IV. Analyses et discussion

4.1. Convergence dans l'approche du renforcement de la résilience entre les acteurs humanitaires et développeurs : une approche multi acteurs et multisectorielle

4.1.1. Cas du projet victoire sur la malnutrition

La formation d'un « *consortium international* » : ACDI/VOCA (chef de file), Save the Children, SNV (partenaires d'exécutions), met en œuvre l'aspect multi acteurs et multisectoriels dans un processus de renforcement de la résilience (voir figure 17 ci-après). Cela a été déterminant dans la suite de l'exécution du projet ViM, car au départ les principaux acteurs, n'avaient pas la même compréhension, ni les implications de ce consortium. Cela s'est soldé par le chevauchement des activités sur le terrain en absence d'une planification concernée.

Le projet ViM, d'un budget total de 37 millions \$ US, repose sur deux grands volets que sont : la sécurité alimentaire et la santé-nutrition. La formation du consortium tient compte de cet aspect car l'ONG ACDI/VOCA, spécialiste en développement, opportunités, amélioration des techniques, renforcement de la production, avait pour tâche la gestion du volet de la sécurité alimentaire. L'ONG Save the Children, spécialiste en santé-nutrition, s'occupe principalement du volet santé nutrition. Et enfin SNV, spécialiste dans le renforcement des capacités, a travaillé à l'accompagnement d'ACDI/VOCA dans le volet sécurité alimentaire au cours de la première année, par la sélection des groupements locaux pour la mise en œuvre de l'intervention.

D'autres partenaires tels que : les services techniques de l'Etat (santé, agriculture, élevage, promotion de la femme), les partenaires RISE (voir Annexe 1) ont été misent à contribution

Enfin, en vue d'inscrire l'intervention dans la durée, la priorité a été mise sur l'influence non axée des ressources des trois associations à savoir : (i) ATAD : Alliance Technique Assistance au Développement, dans la commun de Kaya ; (ii) APIL : Action pour la Promotion des Initiatives Locales, dans la commune de Pissila, et AZND : Association ZoodNooma pour le Développement, dans les communes de Barsalogho et de Namissiguima. Ces associations, étaient les acteurs directs dans l'exécution de toutes les activités du projet sur le terrain.

La figure 12 ci-après montre l'aspect multi acteurs et multisectoriels du projet ViM dans le renforcement de la résilience des communautés face aux crises alimentaires et nutritionnelles.

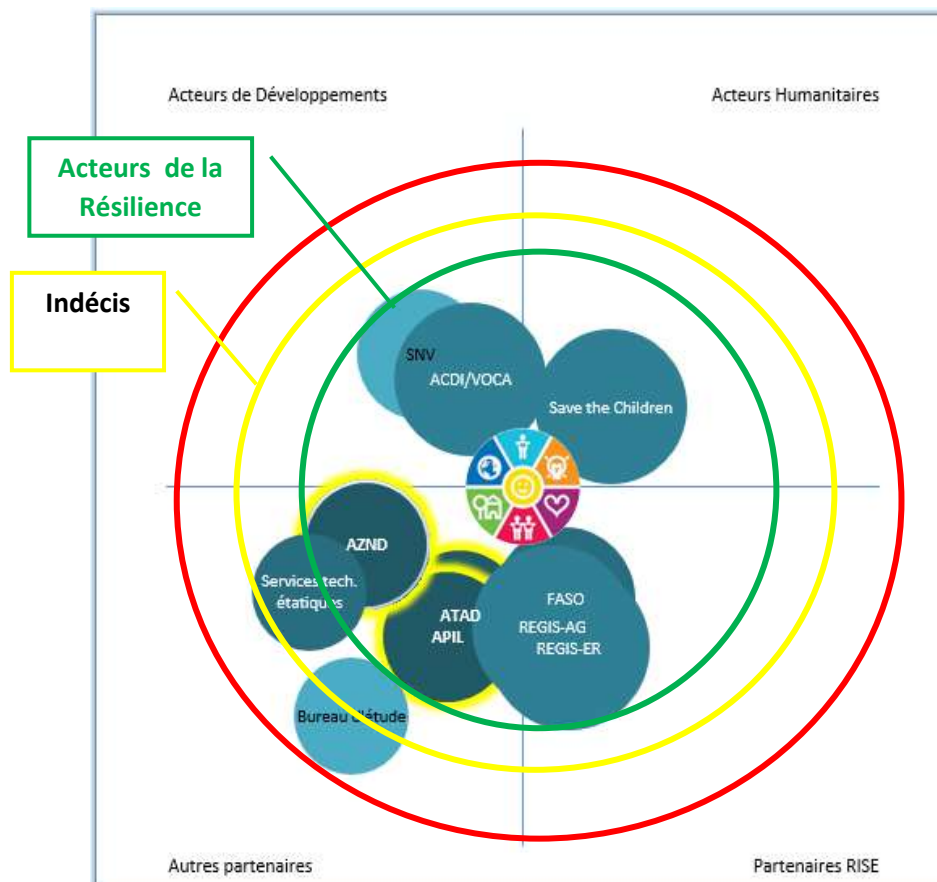


Figure 12: Carte de collaboration du projet ViM

La proximité actuelle des différents intervenants avec les objectifs de la résilience est élevée dans le premier cercle circonscrit.

La taille des cercles dans le cas du consortium (ACDI/VOCA, Save the Children) met en évidence une forte capacité financière. La priorité est mise sur les organisations locales (AZND, ATAD et APIL) matérialisé par l'effet saturation ou ombrage « de la couleur jaune » autour des cercles. Cela s'explique d'une part, par l'encrage de ces associations au niveau local, le leadership et d'autre part par le souci des porteurs du projet ViM d'assurer l'appropriation de l'intervention à la base.

4.1.2. Cas du projet Families Achieving Sustainable Outcomes (Les familles réalisent des acquis durables)

Le projet FASO, à l'instar du projet ViM, prend en compte la dimension multi acteur et multisectorielle dans un processus de renforcement de la résilience des communautés. La formation de consortium

comprend le Catholic Relief Services (CSR), l'ONG Hellen Keller International (HKI) et l'ONG GRET. L'OCADES Kaya (l'Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité) et l'Association Tin Tuna constituent les piliers au niveau local pour l'appropriation de l'intervention.

A ces acteurs s'ajoutent les partenaires RISE et les services techniques étatiques. La figure 13 ci-dessous montre la carte de collaboration du projet Faso.

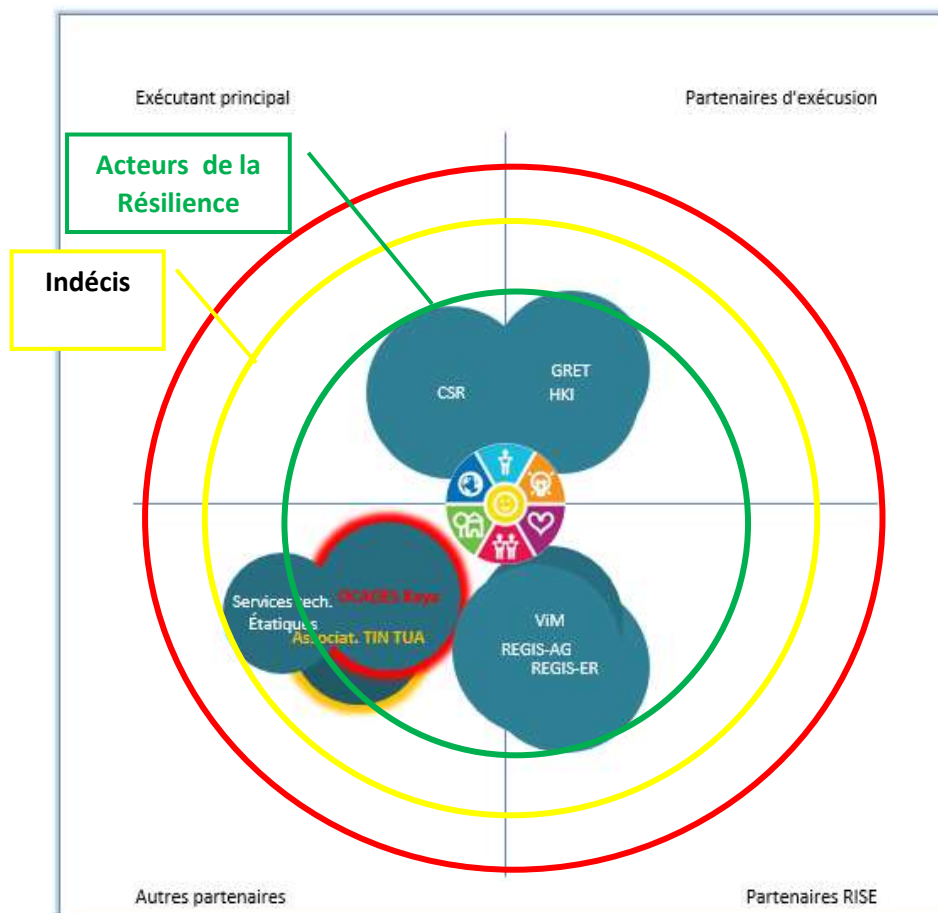


Figure 13: Carte de collaboration du projet FASO

Suivant l'exemple du projet ViM, le projet FASO obéit à la même configuration.

Au vue ces cartographies, nous pouvons affirmer que les approches multi acteurs et multi sectionnelles s'avèrent nécessaire pour avoir une vision systémique des problèmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

4.1.3. Cas du Programme Alimentaire mondial au Niger

Conscient de la dimension multisectorielle des problèmes sécurité alimentaire et nutritionnelle, les agences des Nations unies au Niger ont développé le concept d' « intégration programmatique »,

développant ainsi une forte capacité du renforcement de la résilience des communautés bénéficiaires (voir figure 19 ci-après). L'intégration programmatique consiste pour chaque agence des nations unies, suivant son mandat, d'intervenir auprès des mêmes bénéficiaires. Par exemple dans certaines zones. Le PAM assure l'apport alimentaire, la FAO distribue des semences pour permettre aux personnes de cultiver. Le FIDA, à travers son dispositif, facilite l'accès au marché. À cela s'ajoute la mise à contribution des centres de recherches, tel que le laboratoire socio-anthropologique (LASLEDL), pour une analyse beaucoup plus qualitative qui permet de modéliser les comportements humains, afin d'arriver à comprendre certains aspects, et les universités, surtout les facultés d'agronomie. Ces deux entités restent une priorité du PAM Niger pour la capitalisation et la modélisation des interventions sur le renforcement de la résilience (voir figure 19 ci-dessous). Le PAM travaille par ailleurs sur les créations d'actifs avec d'autres institutions telles que le Réseau des Chambres d'Agriculture (RECA) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Le PAM y engage ses enseignants pour former certains de leurs staffs, développe des approches académiques (admissions des stagiaires au sein de l'institution) et météorologiques en lien avec les activités sur le terrain. La figure 14 ci-dessous retrace la cartographie de collaboration du PAM Niger.

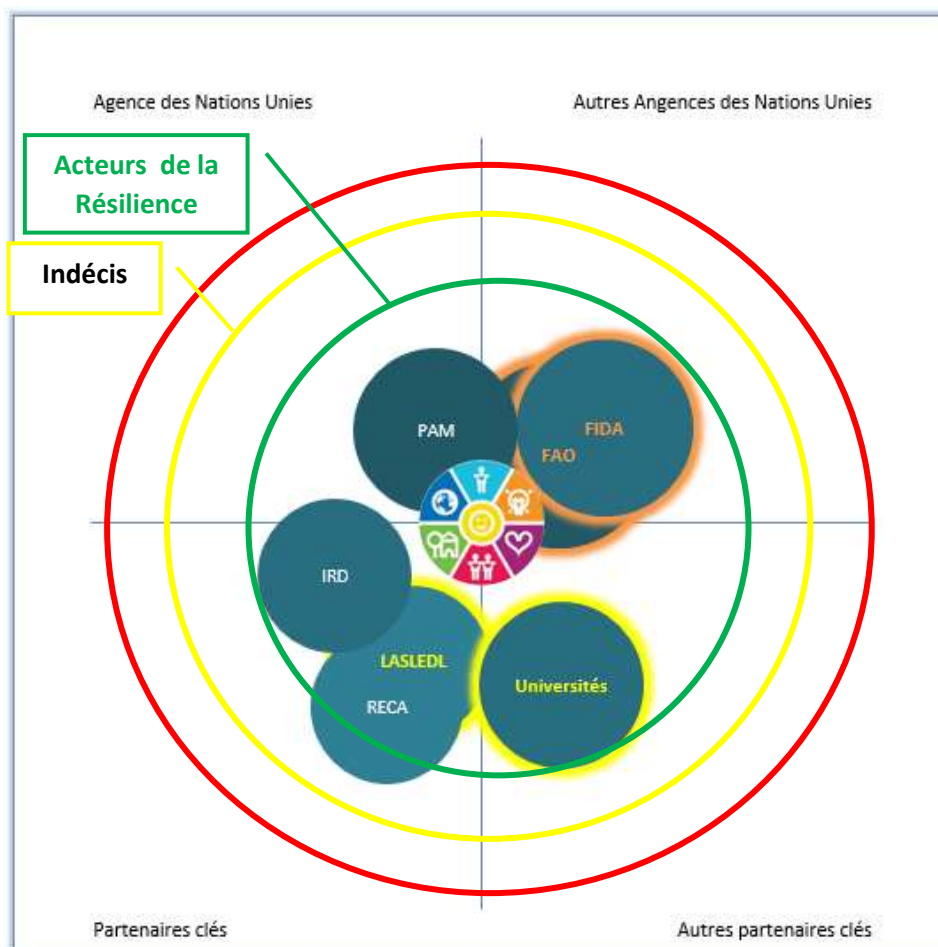


Figure 14: Carte de collaboration du PAM Niger

Les effets sur ces populations, situation alimentaire, scores alimentaires, sont devenus de plus en plus favorables. L'on note aussi un début d'investissement. L'une des leçons tirées est qu'au-delà de l'intégration des activités humanitaires et de développement, celle des autres activités implique de mettre à la disposition des populations cibles un paquet d'activités assez importantes en fonction de leurs caractéristiques.

4.1.4. Convergence dans les paquets d'activités via l'approche programme

Le renforcement de la résilience des populations passe inéluctablement par une approche multisectorielle.

Le paquet d'activités développées au sein des deux projets, est une belle illustration de la synchronisation des différentes interventions.

La sécurité alimentaire a été abordée en incitant les agriculteurs et agropasteurs à considérer leurs champs comme une entreprise. Ainsi les capacités techniques des producteurs ont été renforcées par l'utilisation des techniques de conservation des sols, production de fumier organique, respect des normes de qualité des produits pour mieux aborder le marché national ou sous régional). L'accès aux crédits pour financer les activités génératrices de revenus a été de mise. À cela s'ajoute la subvention du matériel de production, la disponibilité des semences améliorées, la mise en relation avec les fournisseurs d'intrants et le marché pour la commercialisation, la transformation et la conservation.

Le volet de la santé-nutrition et du WASH a consisté à une amélioration de l'état nutritionnel des couches les plus vulnérables et à créer un environnement favorable à leur épanouissement. Plusieurs approches ont été développées. Entre autres, l'approche « **Care Group** » qui vise la formation des femmes appelées « mamans leaders » pour conduire des séances de sensibilisation pour le changement de comportement, auprès des autres membres des groupes. Les thèmes abordés sont liés à la prise en charge de la malnutrition, l'allaitement maternel exclusif pendant six mois, le suivi de la grossesse ; l'organisation des théâtres fora, la projection de films vidéo, la bio-fortification des aliments (cas de la Patate Douce à Chair Orange (PDCO), utilisation du moringa et des feuilles de baobab). Les actions d'éducation nutritionnelle issues du Care Group ont contribué à améliorer les pratiques alimentaires, en particulier pour les groupes vulnérables. Elles ont aussi contribué à améliorer l'utilisation des aliments et à prévenir la malnutrition infantile aigüe et chronique, à court et long termes.

La nutrition et l'environnement étant intimement liés, un accent a été mis sur les questions d'hygiène et assainissement, à travers « *l'approche ATPC* » - Assainissement Total Piloté par les Communautés -. Elle a consisté à apprendre aux bénéficiaires des bonnes pratiques en matière d'assainissement. Pour

ce faire, des latrines ont été construites par les communautés elles-mêmes. Cela a permis de limiter considérablement les défécations à l'air libre, sources potentielles de maladies.

Au-delà de ces approches, l'accès aux centres n'a pas été laissé en marge. Les projets ont apporté un appui aux Centres de Santé et de Promotion Sociale de santé (CSPC), pour améliorer la qualité des offres sanitaires aux populations.

La figure 15 ci-dessous montre les grandes approches adoptées dans la mise en œuvre du paquet d'activité en vue du renforcement de la résilience des populations.

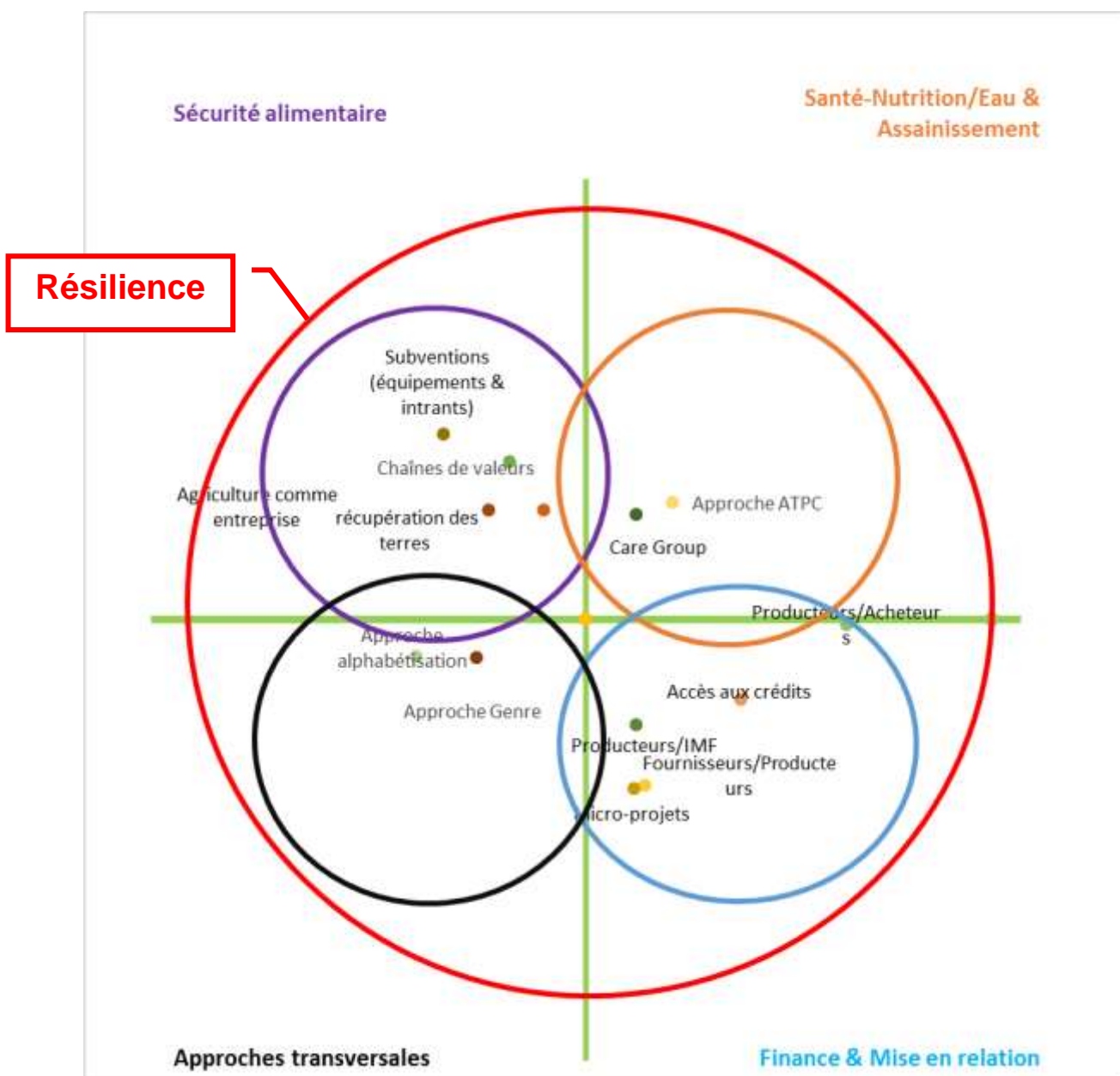


Figure 15: Articulation des approches au sein du projet ViM et FASO

Les différentes approches, sécurité alimentaire, santé – nutrition, eau assainissement, finances et mise en relation ; et les approches transversales développées dans la figure 20 ci-dessus témoignent de l'approche intégrée dans plusieurs domaines dans le processus du renforcement de la résilience des communautés du Sahel face aux chocs et stress.

4.2. Convergence dans le choix des populations cible au sein des projets

La constitution des populations cibles au sein des projets est réalisée suivant une stratification à trois niveaux :

- **Les personnes vulnérables** : il s'agit ici des femmes enceintes ou allaitantes et les enfants de moins de cinq ans. Ces cibles constituent le point d'entrée des interventions sur le volet santé nutrition ;
- **Les agriculteurs et agropasteurs** : ils sont constitués de groupements de producteurs, productrices (parmi les femmes une priorité est accordée à celles chefs de ménages) et éleveurs. Le volet sécurité alimentaire leur est destiné. Au niveau du projet FASO, les périmètres de maraîcher-culture étaient à l'origine destinés aux femmes. Cependant, les réalités socio-économiques ont imposé la nécessité de prendre en compte des hommes pour éviter les conflits ;
- **Les autorités administratives locales et les leaders communautaires**. A ces cibles est destiné le volet de la gouvernance locale. Ce choix tient lieu du fait de l'appropriation et la durabilité de l'intervention.

D'autres volets tels que le genre, l'éducation et le WASH sont transversaux.

Le choix de cette stratification s'explique d'une part, du fait de la prévention des problèmes de la malnutrition chez des cibles les plus vulnérables (femmes enceintes ou allaitantes et les enfants de moins de cinq ans) cela à travers la mise en œuvre d'une palette d'activités répondant à leurs besoins. Une telle approche à l'avantage de permet à ces bénéficiaires de ne pas tomber dans le cercle vicieux de la malnutrition. Le développement durable, qu'il soit politique, économique ou social, repose sur la qualité du capital humain, de ce fait une femme malnutrie ne pourra mettre au monde qu'un enfant malnutri, qui deviendra adulte de demain avec son corolaire de maladies, dessinant ainsi un cercle vicieux.

D'autre part, en mettant l'accent sur les agriculteurs et agropasteurs, les projets s'attaquent ainsi à un problème crucial, celui de l'insécurité alimentaire. En développant des techniques innovantes de restauration des sols, en misant sur la formation des acteurs concernés et en favorisant l'accès aux

équipements et intrants, les projets FASO et ViM contribuent ainsi à apporter une touche considérable à l'augmentation et à la diversification des productions alimentaires

En enfin, le renforcement la résilience des populations, renvoi à créer un environnement inclusive où chaque acteur constituant un maillon de la chaîne de transmission participe à l'amélioration du bien-être de toute la société. En s'ouvrant aux autorités administratives locales et les leaders communautaires, les projets ont viré ici la construction un socle compact gage de toute réussite portant sur l'appropriation et la pérennisation de l'intervention. Par exemple, s'il y a lieu de faire un forage, les maires apportent leur aide sur les procédures administratives et donnent la cartographie des forages sur le terrain. Cela permet de cibler de façon efficiente les populations dans le besoin.

4.3. Convergence dans la planification et coordination des interventions

Afin d'éviter les problèmes de chevauchement des activités, les acteurs au niveau de chaque projet ont travaillé à mettre en place une planification conjointe et des outils de suivi-évaluation. Dans le cas du projet ViM, ACDI/VOCA et Save the Children ont élaboré chacun de leur côté un programme de planification puis effectué la mise en commun. L'ensemble des points de chevauchement a été discuté pour trouver un consensus. Cet aspect est très important pour la réussite des activités. Par exemple, si un acteur est sur le terrain pour une activité de production et qu'au même moment une activité de distribution de vivre ou de ration est en cours, cela perturbera les activités de production, d'où l'intérêt d'avoir des calendriers d'intervention bien répartis dans le temps pour plus de complémentarité.

4.4. Convergence dans le système de suivi et évaluation

Pour ce qui est du suivi-évaluation, tous les acteurs utilisent une « **seule table d'indicateurs** ». La base de données commune est gérée par un agent de suivi et évaluation (général). A l'intérieur de chaque volet, l'on a un spécialiste en suivi-évaluation. Toutes les données (sécurité alimentaire et santé-nutrition) sont centralisées au niveau de cette base de données, étant donné que ce sont les mêmes bénéficiaires.

4.5. Modélisation de l'intégration des approches au sein des projets

Renforcement de la résilience des communautés du Sahel face aux crises alimentaires et nutritionnelles

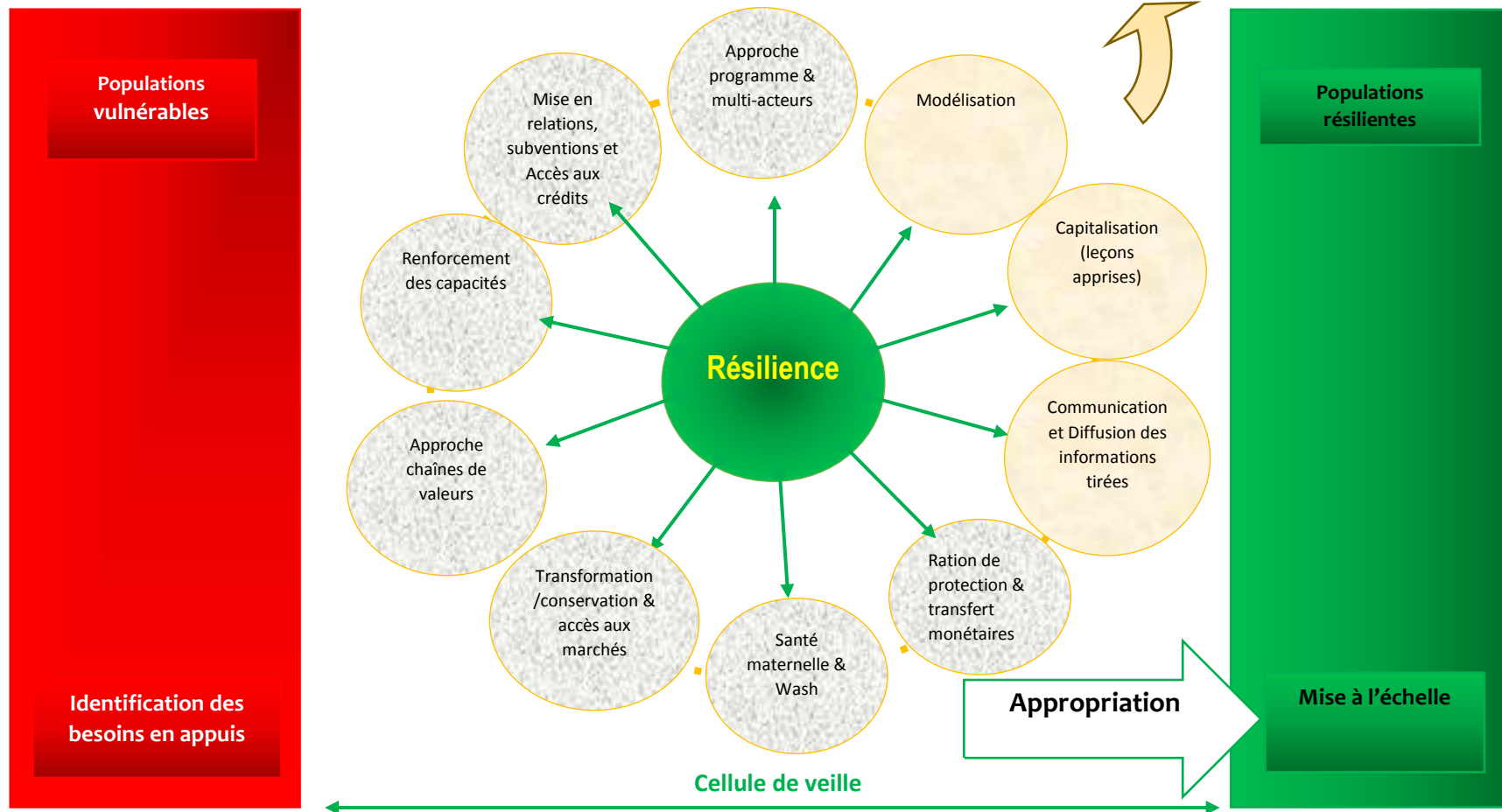


Figure 16: Modèle classique de l'articulation entre AH/AD

4.6. Matrice Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces (FFOM)

La matrice FFOM dans le tableau I ci-dessous donne un aperçu non exhaustif des forces, faiblesses, opportunités et menaces pouvant être reliées à une articulation Humanitaire/Développement.

Tableau 2: La matrice Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces (FFOM)

	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Collaboration	Formation de consortium	Insuffisance dans la compréhension du rôle des consortiums	Planification conjointe	Écart dans la compréhension de consortium
	Diversification du paquet d'activités	Non prise en compte des coûts de la collaboration dans les plans de budgétisation	Partage et mutualisation des expériences sur le terrain	Interventions cloisonnées ou concurrentielles
	Tables communs d'indicateurs		Cadre d'échange entre partenaires RISE et SAREL	Longue procédure administrative entraînant des extensions des programmes
Learning	Adhésion des bénéficiaires	Mobilité du personnel de projet	Renforcement des capacités	
	Implications des autorités administratives et locales			
		Faible niveau d'éducation		
Adaptation	Appropriation des techniques de transfert	Durée de l'intervention		+++ Temps d'adaptation
		Certaines politiques locales (Cas de la mauvaise utilisation des fonds collectés pour les points d'eaux déversés dans une caisse à usage multiple)		

CHAPITRE II : LES LEÇONS APPRISES, DEFIS ET RECOMMANDATIONS

I. Les principales leçons apprises de ces expériences

1.1. La conceptualisation de la résilience

La première leçon apprise au cours de cette étude est la nécessité de conceptualisation de la résilience. Cela pourrait permettre de donner une réponse cohérente à la question « résilience de quoi ? » (7). Dans l'exemple des projets FASO et ViM, il s'agit de renforcer la « *résilience des populations vulnérables face aux chocs de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle* ». Cette notion de la résilience implique la prise en compte d'autres dimensions, l'exemple de la résilience face aux changements climatique traduira la capacité pour un agriculteur de s'adapter à ce phénomène par l'adoption de nouvelles techniques de production.

1.2. Collaboration et coordination des activités au sein des consortiums

Dans le cas du projet ViM, au départ, les membres du consortium n'avaient pas une même compréhension de la réalité et des exigences du consortium. De ce fait, chaque acteur évoluait de façon cloisonnée. Après plusieurs mois de fonctionnement, les acteurs se sont rendu compte de la nécessité d'une planification conjointe, car une intégration des différents volets s'avérait nécessaire. Cela a permis une meilleure collaboration dans la planification et le suivi évaluation des différents volets. La deuxième leçon apprise est que la mise en œuvre d'un programme multi sectoriel par un consortium, où chaque acteur se penche sur un volet spécifique n'entraîne pas automatiquement une intégration des différentes interventions.

1.3. Mise à contribution des acteurs locaux

La pérennisation d'une intervention du renforcement de la résilience des populations implique la mise à contribution de tous les acteurs locaux. Cela s'est matérialisé par des dons de locaux aux communautés pour le stockage des récoltes, ou la mise à disposition de bâtiments abritant les sièges des différents projets.

1.4. Flexibilité des mécanismes de finance communautaires

En mettant en place des outils de finance communautaires adaptés aux besoins des cibles tels que les CECI, les MECAP, etc. la confiance et la solidarité furent suscitées au sein des communautés de base. Ce compact constitue même l'un des maillons inébranlables pour la construction d'une communauté résiliente.

II. Les défis résultant du processus d'intégration AH/AD et recommandations

2.1. L'atténuation des procédures administratives

Les défis futurs de la mise en place d'une articulation Humanitaire/Développement résideront dans la souplesse des procédures administratives tant au niveau des partenaires financiers que du pays hôte et même des institutions/projets intervenant sur le terrain. L'exemple d'ACDI/VOCA est plus parlant du fait d'avoir perdu pratiquement une année avant le début effectif de l'intervention au Burkina.

2.2. La fidélisation du personnel de projet

Un projet ayant un début et une fin, la problématique de la mobilité des agents doit être abordée tout au long de l'intervention en associant les différents acteurs afin d'aboutir à des solutions consensuelles partagées. Cela permettra l'atténuation des perpétuels recrutements et formations ayant une incidence financière non négligeable.

2.3. Du statut de la femme et les soins globaux

S'il est vrai que les tendances en cours ont pour objectifs d'assurer l'autonomisation de la femme, il faut cependant noter que le statut de la femme joue un rôle déterminant dans l'amélioration de l'état nutritionnel de son enfant. Ainsi la non-prise en compte des conséquences indirectes de la politique sur les femmes (risque de charge de travail accrue entraînant moins de temps pour les soins globaux aux enfants, revenu discrétionnaire, etc.) peut annihiler les efforts dans le processus du renforcement de l'état nutritionnel.

2.4. De la transition nutritionnelle

La tendance de nos jours dans les pays en voie de développement reste la question du double fardeau de la nutrition. Le Burkina Faso n'étant pas en marge de la problématique de transition nutritionnelle, nous pensons que les programmes à venir doivent développer des stratégies dans ce sens. Aussi les volets de santé nutrition peuvent innover en organisant des activités sportives. Cela permettra de réduire la sédentarité des populations, l'une des causes des problèmes nutritionnels.

2.5. Le leadership de l'État

En tant qu'acteur humanitaire et de développement, il est important de se donner des moyens pour l'intégration des différents ministères et d'encourager le travail de collaboration inter ministériel. Cela permettrait de définir une vision claire du renforcement de la capacité des populations et d'élaborer des politiques conséquentes pour y faire face. Les causes les plus profondes des problèmes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle résident dans la mal gouvernance de nos États.

CONCLUSION

Notre étude a identifié les avancées fort appréciables au sein des projets FASO, ViM, et du PAM Niger, dans la perspective du renforcement de la résilience des populations sur la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Burkina Faso et au Niger grâce à une bonne articulation entre l'approche humanitaire et l'approche développement

La mise en place de ce paquet d'activités diversifié fait appel à une mise en commun des compétences (multi-acteurs) et une mise en cohérence des interventions (multisectorielles) par la formation de consortium.

La réussite du renforcement de la résilience d'une entité donnée passe par l'appropriation de l'intervention par les bénéficiaires. L'appropriation a été donc placée au centre des intérêts des porteurs des projets et du PAM Niger. L'exemple de la mise en contribution des acteurs au niveau local (don de locaux pour le stockage de la récolte) en est une illustration. Au niveau du projet ViM, le choix a été de faire une intervention à double flux : l'intervention sur des groupements au sein des communautés bénéficiaires, qui à leur tour, transfèrent les outils aux ménages bénéficiaires sous la coupe de ACDI/VOCA est très louable.

Nous pensons qu'il serait intéressant d'ouvrir cette étude à d'autres pays de la sous-région en vue de mieux comprendre les implications des acteurs humanitaire et de développement dans le processus du renforcement de la résilience des communautés.

En dépit des difficultés inhérentes à la mise en place d'une approche multisectorielle, nous pensons que les travaux réalisés au sein des projets FASO, ViM et PAM Niger sont entrain de produire des effets, attestant de l'importance d'une collaboration entre les deux acteurs.

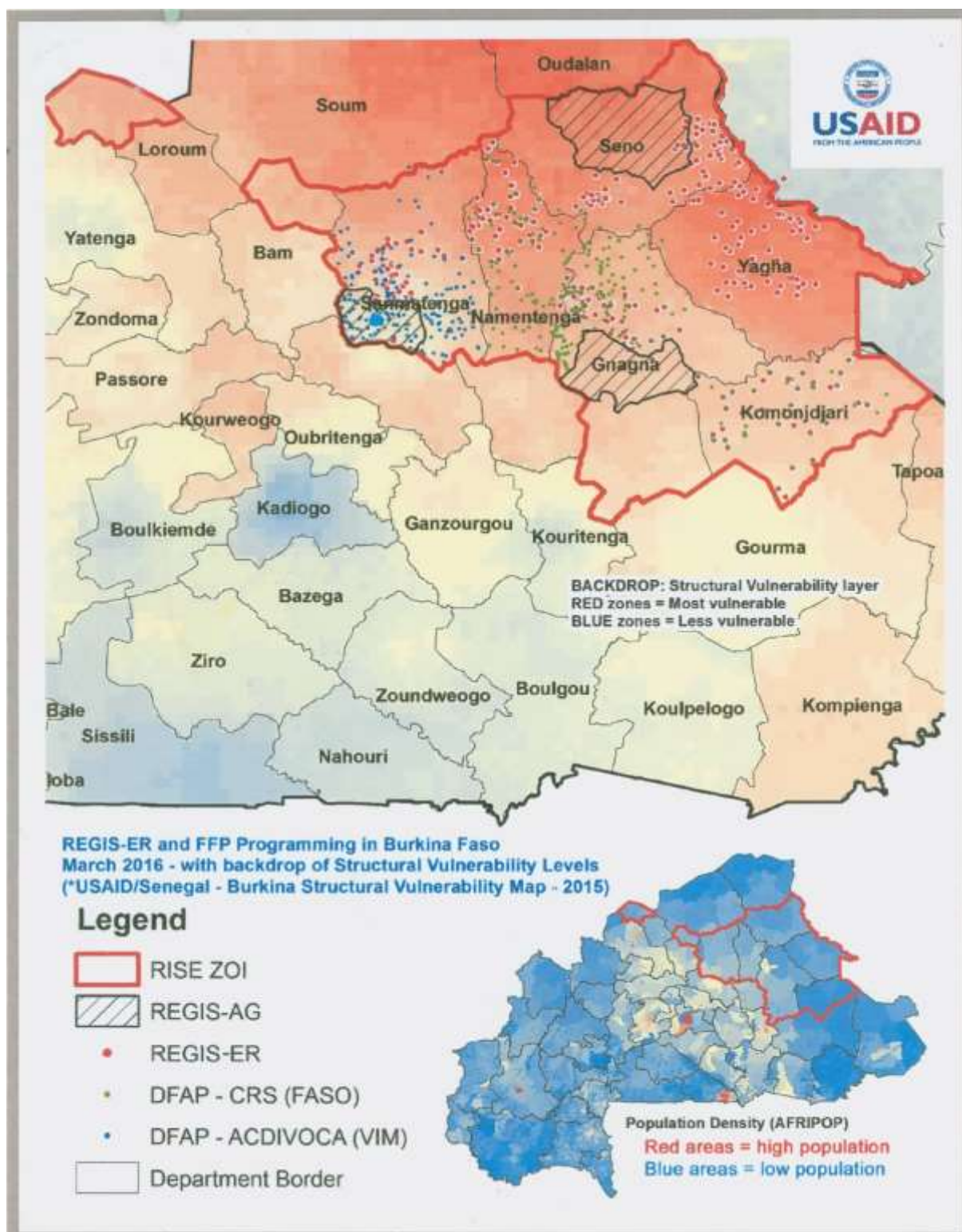
Références

1. **European Commission Humanitarian Aid**,. 2013. **ACTED, ACF, ActionAid, CAFOD, DRC, UE, ICVA**. *glossaire du projet ONG et Réforme humanitaire II/ L'opportunité d'influencer le système humanitaire*.
2. **FAO, FIDA, PAM**,. 2015. *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde, Objectifs internationaux 2015 de réduction de la faim: des progrès inégaux*. p. 66. ISBN 978-92-5-208785-4.
3. **MAMOUDOU H.**, 2016. *Note conceptuelle sur l'intégration de l'assistance humanitaire et l'aide au développement. Document interne SAREL Niger*.
4. **OCHA**,. 2016. *Aperçu des besoins humanitaires au Burkina Faso en 2016*. p. 24.
5. **ACF-International**,. 2014. *Document de cadrage sur améliorer la résilience au changement climatique et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle: approche d'ACF pour lutter contre le changement climatique, la faim et la sous-nutrition auprès des communautés à risque*. p. 20.
6. **Groupe URD**,. 2013. *Revue Humanitaire en mouvement*. N°11.
7. **ACF-International**,. 2013. *Renforcer la résilience aux chocs et aux stress, Document d'Information*. p. 16.
8. **C-B Sophie, H. Patricia , et E. Jan**,. 2013. *Guide pratique pour concevoir et évaluer le renforcement de la résilience dans les politiques et les programmes de nutrition*. p. 13.
9. **AGIR**,.2013. *Feuille de route régionale* . adoptée le 9 avril 2013.
10. **Béné et al**,. 2002. *Resilience: New Utopia or New Tyranny? Reflection about the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes*. p. 61.
11. **Groupe de Travail Regional Sécurité Alimentaire et Nutrition**,. 2012. *Document stratégique 2012, Plan de réponse face à la crise alimentaire*. p. 38.
12. **Devereux, S. and Sabates-Wheeler R.**,. 2004. *IDS Working Paper 232 : Transformative Social Protection*. p. 32.
13. **SCHROEDER R. VARGA C. et VAN D. G.**,. 2005. *Les défis humanitaires, les dilemmes politiques de l'aide d'urgence, Caritas Luxembourg et Caritas Suisse*.
14. **PASQUIER A.**,. 2001. *Action humanitaire : une légitimité en question ?*. 842, Vol. 83.
15. **Garrigue P.**,. 2006. *L'action humanitaire à travers le monde* . Jeudi novembre 2006, Le monde.
16. **Mattei J-F**,. 2005. *l'urgence humanitaire, et après ?* . 375, : Economie & Humanisme.
17. **Reymond P., Margot J., et Margot A.**,. *Les limites de l'aide humanitaire*. 2006. p. 62.

18. **Houee P.**, 1990. *Les politiques de développement rural, des années de croissance au temps d'incertitude*. p. 52. Vol. 197.
19. **FAO.** Le contexte et les conditions du développement participative, produit par le département économique et social. [En ligne] [Citation : 18 Juillet 2016.] <http://www.fao.org/docrep/003/V5370F/v5370f02.htm>.
20. **FAO.**, 1996. *Sommet Mondial de Alimentation*.
21. **Aïssetou D. Y. et Boureima A. G.**, 2006. *Histoire des crises alimentaires au sahel: cas du Niger* . p. 10.
22. **MARHASA.**, 2015. *Resultats definitifs de la campagne agricole 2014 agricole 2014/2015 et perspectives de la situation alimentaire et nutritionnelle*. p. 73.
23. **P. Salignon.**, « *Economie internationale de l'assistance humanitaire : tentative de photographie globale* », *Humanitaire [En ligne]*, 30 | 2011, mis en ligne le 12 décembre 2011, consulté le 06 avril 2017. URL : <http://humanitaire.revues.org/1147>.
24. **Zoundi S. J.**, *Crises alimentaires et nutritionnelles au Sahel et en Afrique de l'Ouest : Au-delà de la rhétorique "Sécheresse – Famine"*. p. 12. Disponible sur le lien : https://editorialexpress.com/cgi-bin/conference/download.cgi?db_name=AGRAR2013&paper_id=68

ANNEXES

Annexe 1: Cartographie de la Zone RISE



Source : SAREL Niger

Annexe 2: Liste des personnes ressources rencontrées lors du stage

Responsables des projets et institutions

- ✓ **M. Stephan Reid**, chef du projet **Sahel Resilience Learning (SAREL)** / Niger.
- ✓ **M. Boureima Adamou**, Chef de sous Bureau-Niamey du **Programme Alimentaire Mondial/Niger**.
- ✓ **M. Amidou KABORE**, chef du projet *Victoire sur la Malnutrition (ViM)*/ Burkina Faso.
- ✓ **M. LOMPO T. Jean Théodore**, Directeur Agriculture et Moyens d'existence ACDI/VOCA du Projet *Victoire sur la Malnutrition (ViM)*/ Burkina Faso.
- ✓ **M. Vewonyi K. Adjavon**, chef du projet Families Achieving Sustainable Outcomes (FASO).
- ✓ **M. KABORE Marcel**, Assistant M&E / **Sahel Resilience Learning (SAREL)/Niger**.
- ✓ **M. OUALI Lucien**, Assistant Technique en Suivi –Evaluation et Gestion des Connaissances/ CESAO-AI.

Consultant

- ✓ **M. Mamadou Hassane**, Expert en résilience, Consultant, ex-conseiller technique du Haut-commissariat à l'initiative 3N (Les Nigériens Nourris les Nigériens) / Niger.

Annexe 3: Guide d'entretien avec les projets sur l'intégration de l'assistance humanitaire et l'approche au développement pour le renforcement de la résilience face aux chocs

Burkina Faso / Juillet 2016

Mon nom est [**TRAORE Adama Ange**]. L'ONG CESAO-AI et ses partenaires travaillent sur une étude portant, renforcement de résilience face aux chocs des communautés du sahel par une évaluation de l'aide humanitaire et l'assistance au développement des programme en cours en vue de trouver et de promouvoir le modèle d'intégration qui marche pour le bien-être des populations. Nous voudrions vous poser quelques questions sur votre projet, les connaissances de votre expérience en matière de l'intégration de l'Aide Humanitaire et l'Assistance au Développement. Seulement quelques projets ont été choisis de façon aléatoire pour l'enquête. Nous poserons quelques questions au chef du projet. Toutes les informations recueillies resteront strictement confidentielles. La participation à cette étude est volontaire et vous pouvez refuser de répondre à tout ou partie des questions. Nous espérons cependant que vous accepterez de participer à cette étude. Avez-vous des questions ou préoccupations particulières ?

Codification Fiche

1.	Date de l'enquête	...../...../2016	Heure Début	:	Codes
2.	Région	Est=1	Sahel=2		/_//_/_/
3.	Province	.....			/_//_/_/
4.	Commune	.....			/_//_/_/
5.	Localité	.....			/_//_/_/
6.	Nom Enquêteur	.....			/_//_/_/
8.	Répondant	Chef de projet=1	Substitut=2		/_/_/

I IDENTIFICATION DU PROJET

1.1 **Nom du projet:**

1.2 **Identité de la personne rencontrée**

Nom :

Prénom :

Fonction :

Contact e-mail :

Contact tél :

1.3 Quelles sont les domaines d'action ou Principales activités de votre structure

.....

.....

.....

.....

II CONNAISSANCE DES PROJETS EN MATIERE D'INTEGRATION « AH/AD »

2.1 Avez-vous entendu parler de l'aide humanitaire ?

.....

.....

2.2 En quoi consiste l'aide humanitaire ?

.....

.....

.....

2.3 Trouver vous l'aide humanitaire indispensable à la société actuelle ? Pourquoi ?

.....

2.4 Avez-vous entendu parler de l'assistance au développement ?

.....

.....

2.5 En quoi consiste l'assistance au développement ?

.....

.....

2.6 Trouver vous l'assistance au développement indispensable à la société actuelle ? Pourquoi ?

.....

.....

.....

2.7 Selon vous, quelles réalités recouvrent l'intégration de l'assistance humanitaire et d'approche au développement ?

.....

.....

2.8 Avez-vous des projets en cours qui travaillent sur la problématique de l'intégration des deux approches ?

.....

.....

2.9 Nom du projet, date, lieu et période de mise en œuvre

.....

.....

2.9 Quelle est l'histoire de la mise en place ? Les grandes étapes du processus ?

.....

.....

2.10 Quelles sont les critères ou le choix qui tiennent lieu du choix des bénéficiaires ?

.....

.....

.....

.....

2.11 Objectifs poursuivis et résultats attendus

.....

.....

.....

2.12 Description du fonctionnement de l'articulation AH/AD

Les principales activités

.....

.....

Quels sont les principaux acteurs impliqués et les rôles respectifs ?

.....

.....

.....

- Quels sont les outils de planification conjointe, de collaboration, de coordination utilisés ?

.....

.....

.....

- Quels sont les outils de suivi-évaluation qui ont été mis en place pour suivre et mesurer la valeur ajoutée de l'intégration AH/AD dans l'amélioration de la résilience face aux chocs et aux stress ?

.....

.....

.....

- Autres éléments

.....

.....

.....

2.13 Quelles sont les capacités visées par les appuis au sein de votre projet ?

.....

.....

.....

2.14 Comment mesurer la contribution de ses appuis au niveau des cibles ?

.....

.....

.....

2.15 Quels sont les principaux résultats obtenus à ce jour et dans quels domaines de la résilience ?

.....

.....

.....

.....
2.16 Quels sont les facteurs de succès de l'approche AH/AD?

.....
.....
.....
.....

2.17 Peut-on affirmer que l'approche AH/AD mis en place est durable ? Si oui, pourquoi ?

.....
.....

2.18 Quels sont les principales difficultés (insuffisances et contraintes) rencontrées dans la mise en œuvre de l'approche AH/AD?

.....
.....

2.19 Quels sont vos besoins en appui pour résoudre les difficultés rencontrées ?

.....
.....

2.20 Cette expérience que vous mettez en œuvre a-t-elle fait l'objet de capitalisation (rapport, film, cassette audio, etc.) et de diffusion ?

.....
.....

2.21 Est-il possible de procéder à une mise en échelle (généralisation) de cette expérience et à quelles conditions ?

.....

2.22 Quelles sont les principales leçons apprises de ces expériences ?

.....
.....

Annexe 4: Guide d'entretien pour la collecte des données auprès des institutions sur l'intégration de l'assistance humanitaire et l'approche au développement Burkina Faso / juillet 2016

Mon nom est [**TRAORE Adama Ange**]. L'ONG CESAO-AI et ses partenaires travaillent sur une étude portant, renforcement de résilience aux chocs des communautés du sabel par une compréhension de l'assistance humanitaire et l'approche au développement aux niveaux de certaines institutions et quelques projets qu'elles portent en vue de trouver et de promouvoir le modèle d'intégration qui marche pour le bien-être des populations. Nous voudrions vous poser quelques questions sur votre institution, particulièrement votre expérience en matière de l'intégration de l'Aide Humanitaire et l'Assistance au Développement. Seulement quelques organisations ont été choisies de façon aléatoire pour l'enquête. Nous poserons quelques questions au chef de l'institution. Aussi dans le souci d'une transmission fidèle des informations recueillies, nous souhaiterons, avec votre accord enregistré notre entretien. Toutes les informations recueillies resteront strictement confidentielles. La participation à cette étude est volontaire et vous pouvez refuser de répondre à tout ou partie des questions. Nous espérons cependant que vous accepterez de participer à cette étude. Avez-vous des questions ou

Codification Fiche

1.	Date de l'enquête	...../...../2016	Heure Début	:	Fin :
2.	Région	.....		
3.	Province	.....		
4.	Ville	.....		

I	IDENTIFICATION DE L'INSTITUTION
1.1	Nom de l'institution:
1.2	Contacts de la personne rencontrée
	Contact e-mail :
	Contact tél :

1.3 Quelles sont les domaines d'actions de votre institution

II INTEGRATION AIDE HUMANITAIRE ET L'ASSISTANCE AU DEVELOPPEMENT

2.1 Avez-vous entendu parler de l'aide humanitaire ?

2.2 En quoi consiste l'aide humanitaire ?

2.3 Trouver vous l'aide humanitaire indispensable à la société actuelle ? Pourquoi ?

2.4 Avez-vous entendu parler de l'assistance au développement ?

2.5 En quoi consiste l'assistance au développement ?

2.6 Trouver vous l'assistance au développement indispensable à la société actuelle ? Pourquoi ?

2.7 Selon vous, quelles réalités recouvrent les concepts d'assistance humanitaire et d'approche au développement ? Qu'est-ce qu'ils ont de différents ?

.....

.....

.....

2.8 Votre institution ou met-il en œuvre des projets dans le domaine humanitaire ? Si oui, citez les principaux domaines d'actions ou activités prioritaires ?

.....

.....

.....

2.9 Votre institution ou met-il en œuvre des projets dans le domaine du développement ? Si oui, citez les principaux domaines d'actions ou activités prioritaires ?

.....

.....

.....

2.10 Existe-il dans la mise en œuvre de vos interventions des initiatives ou des expériences d'intégration des actions d'urgence et de développement ? Si oui lesquelles

.....

.....

.....

2.11 Dans les objectifs stratégiques de votre organisation, comment peut-on caractériser l'importance accordée à la réalisation d'une meilleure intégration entre AH/AD ?

.....

.....

2.12 Quels sont les avantages et/ou les valeurs qui justifient l'intégration entre AH et l'AD en interne ?

.....

.....

.....

.....

2.13 Quels sont les avantages et/ou les valeurs qui justifient l'intégration AH et l'AD avec les acteurs externes?

.....

.....

.....

2.14 Quelles sont les initiatives/expériences les plus réussies ? et pourquoi ?

.....

.....

2.15 La recherche d'une meilleure intégration AH/AD, a-t-elle conduit votre organisation vers de nouveaux partenariats ?

.....

.....

2.16 Si oui, quelles compétences en priorité avez-vous recherchées dans ces nouveaux partenaires ?

.....

.....

.....

2.18 Quels sont les problèmes que vous rencontrez dans l'articulation des AH/AD ?

.....

.....

2.19 Parmi les problèmes identifiés, quels sont ceux qui vous paraissent les plus difficiles à surmonter et pourquoi ?

.....

.....

2.20 Quelles propositions de solutions pour surmonter les obstacles à une meilleure intégration AH/AD?

.....

.....

2.21 Votre institution, collabore-t-elle avec d'autres organisations sur le sujet dans la recherche de solutions aux problèmes identifiés ? Si oui, avec lesquelles et dans quels domaines ?

	Organisations partenaires	Domaines de collaboration
a		
b		
c		
d		
e		
f		